



**Parce que le Parti communiste
a un avenir**

© LE TEMPS DES CERISES, éditeurs 2008
6 avenue Édouard-Vaillant – 93500 Pantin
Tél. : 01 49 42 99 11 – Fax : 01 49 42 99 68
courriel : contact@letempsdescerises.com

Henri Malberg

**Parce que le Parti communiste
a un avenir**

LE TEMPS DES CERISES



En pensant à Joëlle.

*À Francine, Christine,
Marine, Zoë, Philippe et Rodolphe.*

Remerciements :

*À François Eychart, à sa contribution
fraternelle et exigeante.*

*À Catherine Vieu-Charier et Patrice Bessac
pour nos nombreuses discussions.*

*À Henri Meillat, Roland Wlos, Richard Sanchez,
Roger Gauvrit et Nils Ahl, pour leur apport.*

*À mes camarades de la Fédération de Paris,
du XX^e et de ma cellule
pour nos débats, nos actions
qui forment ma vie de militant.*

À tous ceux, amis, camarades qui m'apportent tant.

*À Chantal et Jacky Veyssade,
sans qui ce livre n'aurait pas vu le jour.*

J'ai choisi le titre de ce livre en rapport avec un article publié dans le journal *l'Humanité* en novembre 2007. C'était une intervention dans le cadre d'un débat entre communistes sur l'avenir de leur parti. Des personnes m'ont invité à l'époque à poursuivre ma réflexion. Je le fais donc.

Ce livre est une contribution aux débats actuels dans le pays et dans le Parti communiste.

C'est une tentative personnelle de donner de la cohérence à une démarche politique.

Je n'ai rien inventé. Toutes les idées sont présentes dans les discussions entre communistes et dans l'air du temps.

Un constat d'abord : le doute et les interrogations sont partout.

La droite se demande si la politique à coups de hache de Sarkozy ne va pas provoquer des catastrophes. Le PS penche – hélas – du côté du libéralisme et s'enferme dans le combat des chefs. Et Besancenot n'en finit pas avec la liquidation de la LCR et la création d'un nouveau parti dont la réussite n'est pas assurée malgré un énorme soutien médiatique.

Donc doute et interrogations partout.

Pourquoi pas au Parti communiste ?

Ses militants, les gens qui sympathisent avec lui, et bon nombre de ceux qui l'ont soutenu à un moment ou à un autre, se posent beaucoup de questions.

Moi aussi.

Mon hypothèse de fond est la suivante :

Depuis un quart de siècle, le capitalisme s'est vu dominant définitivement les affaires du monde après l'échec du modèle soviétique de socialisme. Il s'est déchaîné dans une offensive idéologique, économique, morale, sans précédent.

Ses tenants ont mis la main sur le monde. L'histoire avait tranché, pensaient-ils.

Les partisans du changement de société, quel que soit par ailleurs leur choix, communistes, socialistes, anarchistes, démocrates de gauche, se sont retrouvés fondamentalement sur la défensive.

De gré ou de force l'idéologie du capitalisme a pris le dessus, envahi le champ des idées et bouleversé la planète sous le poids de la mondialisation capitaliste.

Or, mon hypothèse est que cette phase historique s'achève.

La référence au modèle dit libéral s'effondre.

Le vent a tourné.

Les crises sont là.

Je pense que ce sont les événements les plus importants depuis la chute du mur de Berlin en 1989.

Nous sommes entrés dans une nouvelle période historique, avec de grands risques mais aussi des possibilités d'imposer des transformations sociales et politiques qui tirent enseignements des échecs du socialisme du XX^e siècle et des relèves social-démocrates.

Les signaux sont partout.

Il faut que les partisans d'un changement de société repassent à l'offensive en Europe et dans le monde.

La lutte est rude. Elle est même impitoyable.

En France Sarkozy dirige à coups de cravache. Est-il inspiré par le « talon de fer » dont parle Jack London ? C'est la méthode mise au point par l'école américaine des néo-conservateurs, les Reagan, les Thatcher, les Bush : on cogne, on cogne, on cogne.

Malheureusement « la gauche est molle ».

L'heure à mon sens est à un grand combat du Parti communiste, à des initiatives de premier plan pour faire comprendre les racines de la crise et proposer une politique de changement.

L'heure est à des fronts de lutte, des fronts politiques qui rassemblent toutes les forces de changement progressistes et démocratiques. Elles peuvent gagner, elles peuvent être majoritaires dans les luttes, dans la vie du pays et dans les institutions.

Concernant l'avenir du Parti communiste, comme on le verra, je n'ai pas changé d'avis par rapport à l'article publié en 2007. ⁽¹⁾

Le XX^e siècle a été terrible. Avec deux guerres mondiales, les fascismes, les guerres coloniales, les nouvelles guerres comme celle de l'Irak, les dictatures dans nombre de pays et aussi la montée des intégrismes religieux, des nouveaux nationalismes.

Et le terrible échec des expériences socialistes de l'URSS et de l'Est de l'Europe.

(1) voir page 147

Mais le XX^e siècle a aussi connu d'immenses changements sociaux et politiques, scientifiques, techniques : une vraie révolution.

Des changements se sont produits dans les mentalités, les façons de vivre, le rapport de l'individu au collectif.

Le XXI^e siècle doit mettre autant que possible en rapport la société avec ces évolutions.

Ce sont les défis d'aujourd'hui.

La crise est là

L'événement le plus important de la période me semble être la crise du capitalisme devenu mondialisé. Elle marque ce début du XXI^e siècle et pèse sur tous les aspects de la vie en société.

Crise, le mot est partout et pas seulement dans *l'Humanité* ou *l'Humanité Dimanche*. *Le Figaro*, *le Monde*, *Libération*, *les Échos*, *la Tribune*, les journaux régionaux, les hebdomadaires publient des pages et des pages du feuilleton de la grande catastrophe. Des personnes importantes, économistes, chercheurs, tirent la sonnette d'alarme.

En 2002, le prix Nobel américain Joseph Stiglitz a publié un livre au titre sans appel *Le Capitalisme perd la tête*. Et il s'interroge sur la façon dont on est passé au tournant du troisième millénaire du prétendu « triomphe du capitalisme à l'américaine » à une chute retentissante. Ce sont ses propres termes. Et il esquisse, ce qu'il appelle « les grandes lignes d'un idéalisme démocratique », à fonder sur un juste équilibre entre le marché et l'Etat et sur des valeurs telle que la justice sociale – égalité des chances, priorité à l'emploi – ou le droit du citoyen à l'information.

C'était en 2002. Depuis de l'eau a coulé sous les ponts.

Toute l'année dernière des mises en garde sont venues de tous les horizons. De droite et de

la social démocratie.

Nicolas Baverez, économiste, réputé proche du pouvoir, préconise « qu'on dise la vérité sur la situation et la dureté des temps ».

François Léotard, ancien dirigeant de l'UDF, a publié un livre intitulé : *Ca va mal finir* et s'inquiète du renouveau des luttes de classe.

Jacques Attali écrit : « la crise montre qu'on ne peut pas laisser la finance se réguler elle-même. Il faut mettre en place des régulateurs nationaux publics ».

Et il affirme qu'un tsunami approche.

L'économiste Patrick Artus publie un livre *Globalisation, le pire est à venir*. « Sans correction le système va dans le mur », écrit-il.

Le Président de la Réserve fédérale américaine (FED) a déclaré tout de go : « il est de plus en plus difficile de prévoir quoi que ce soit ».

Christopher Helin, créateur d'un des plus grands fonds spéculatifs britanniques – qui a perdu en un mois un milliard de dollars, après avoir rapporté 42 % par an à ses actionnaires – répond à ses critiques : « mon fonds est par définition constamment volatile. Je m'intéresse au long terme (entre 3 et 5 ans) ». Sic...

Michael Spence, responsable d'une des principales commissions de la banque mondiale écrit dans *l'Expansion* : « je pense que le temps de la mondialisation sauvage est derrière nous... Un marché dérégulé qui ne protège pas les plus faibles fera l'objet de plus en plus d'oppositions ».

Nicolas Baverez, déjà cité, écrit : « la crise économique née en 2007 est la plus dangereuse depuis la grande déflation des années 30. Elle

n'en est qu'à ses débuts et défie les instruments traditionnels de la politique économique qui paraissent impuissants à la maîtriser... Le nouveau cours de la mondialisation reste imprévisible et opaque. D'où la montée des peurs et des pressions protectionnistes notamment au sein des pays développés qui connaissent un déclin relatif face aux super puissances du sud et sont confrontés au désarroi des classes moyennes, décisives pour la stabilité des nations libres ».

Et à propos de la France, il parle de « prolétarisation » de la population, de pays frappé par toutes les dimensions de la crise. Il présente les années 2008 et 2009 comme celles de tous les dangers. Et conseille au pouvoir de ne surtout pas céder, de faire accepter au peuple la dureté des temps.

Et maintenant ?

Des choix décidés en catastrophe devant un monde éberlué mettent sur la table des milliards.

Les États-Unis 1 000 milliards de dollars pour calmer le jeu d'enfer de la crise financière. L'Europe capitaliste 1 700 milliards d'euros. Dans ce total la France garantit 460 milliards d'euros, dont 40 en direct.

On se frotte les yeux. Il n'y avait pas un sou. La France « allait à la faillite » a dit François Fillon. Et patatras il en tombe de partout. D'où viennent-ils : on va lancer des emprunts nous dit-on et en attendant c'est la planche à billets. Mais les emprunts, qui va les souscrire ? Les mi-

lieux financiers ?

Chacun sait qu'en vérité un immense plan d'austérité mondial se prépare pour payer la crise du capital. Chacun a le sentiment que des mécanismes très importants se sont détraqués et que ça ne pourra pas continuer comme ça.

En effet, ce délire de capitaux est porté devant l'opinion publique alors que le chômage, le travail en miettes, la baisse du pouvoir d'achat, les licenciements boursiers et la pauvreté ravagent le monde.

Il n'en faut peut-être pas beaucoup pour que l'ensemble forme un bloc et que n'apparaisse l'intelligence globale de la crise actuelle et de ses causes.

De la dynamite.

Et ce pouvoir qui semble si fort, et déterminé, pourrait bien se retrouver devant sa faiblesse fondamentale et incapable d'assurer l'avenir.

Je me permets de donner à lire, parce qu'il donne bien le ton, un éditorial de Favilla dans *les Échos*, intitulé : « Le capitalisme sans réponse ».

Face aux excès du capitalisme industriel du XIX^e siècle, des réponses sont venues des contre-pouvoirs démocratiques et syndicaux et, dans l'ordre intellectuel, d'une doctrine systématisée par l'analyse marxiste. Ses remèdes étaient discutables, mais son diagnostic, au moins en partie, pertinent. Le capitalisme financier d'aujourd'hui ne connaît ni ce privilège ni cette menace. Le moment serait venu de lui opposer autre chose que le populisme tyrannique de Chavez, les agitations de Die Linke ou les anecdotes

anticapitalistes de Besancenot. Ce ne serait pas tant par goût de la doctrine que par nécessité de formaliser le diagnostic pour appliquer le traitement.

Le spectacle du monde fournit le diagnostic : la crise actuelle du crédit, après les multiples autres krachs financiers, est la dernière sanction d'une finance enivrée d'elle-même, avide de rendements et de bonus, se jouant des contrôles. La spéculation effrénée sur le pétrole et les produits alimentaires détraque les références et affame les populations par l'effet combiné de la voracité des spéculateurs, de la corruption des décideurs et d'une certaine anarchie des marchés. Là-dessus, en pleine lumière grâce aux médias et comme sur un volcan, des dirigeants gloutons s'octroient des ponts d'or qui bravent l'économie, la morale ou simplement la pudeur. Les points communs de toutes ces dérives se résument en peu de mots. Une course aux profits, classique mais déconnectée de l'économie réelle ; une montée de comportements prédateurs d'une rare inintelligence économique et sociale.

Car cette accumulation de dysfonctionnements économiques et financiers commence à générer de dangereux et choquants problèmes de société. Les pays pauvres s'enfoncent dans le drame, les émergents dans des inégalités sociales criantes. Les nations anciennement industrialisées elles-mêmes voient s'alourdir leurs effectifs de pauvres et s'effiloche leurs classes moyennes, piliers traditionnels de leurs démocraties. Le mal, on le voit, excède largement le champ de l'économie, et plus encore le champ clos de la finance.

Pour ce qui est d'elle, on connaît déjà les solutions techniques : contrôle strict des montages financiers par autodiscipline de la profession ou à défaut par réglementation rigoureuse, publicité organisée des rémunérations et des bonus par ailleurs restituables en cas de pertes sociales, fiscalisation de tous les avantages selon les règles élémentaires de la vie en commun... Mais, dans ce domaine comme dans celui des autres spéculations, les gouvernements sont liés par l'envie inavouée d'être le dernier à sévir, car les mouvements de capitaux plébiscitent les pouvoirs inexistantes. À ce nouveau défi, une quelconque théorie marxiste ne pourra pas répondre, car elle traitait d'un capitalisme conquérant. Et il faut s'attaquer aujourd'hui à un capitalisme délinquant.

Ce cri d'alarme généralisé émerge du débat idéologique. Il entre par la grande porte de la vie politique du monde. Jean Paul II y faisait clairement allusion et Jacques Chirac a dit un jour publiquement : « Si on continue comme ça, il va nous arriver la même chose qu'aux pays de l'Est. Il est temps de se ressaisir ».

Et voici que Sarkozy a enfourché le thème de l'humanisation du capitalisme.

Mais en vérité, la situation ne traduit pas qu'un dérèglement économique et financier passager. C'est le cœur de la société qui est atteint, délabré. Le monde semble marcher sur la tête.

Difficile en effet de contourner la question posée par Paul Boccard dans un article de *l'Hu-*

manité.

La crise financière est un révélateur de la « mutation » de la crise du capitalisme. Se contenter de mettre en cause le « libéralisme » ou le défaut de régulation ou « la finance dérégulée » comme on dit à droite ou à gauche, constitue une erreur fondamentale tendant à maintenir le système et ses maux grandissants.

Si le système est devenu fou, ce n'est pas parce qu'il aurait dévié d'un capitalisme « normal » qui serait « sain », comme le prétend Nicolas Sarkozy.

Ce système, qui désormais domine dans le monde entier, devient fou parce que sa logique de rentabilité est poussée à son paroxysme. C'est du capitalisme au carré. C'est donc le capitalisme, en tant que système qui fait prédominer l'argent pour faire plus d'argent contre la vie des gens qui est en cause.

Il est vain de parler de « moralisation » et de « transparence » sans toucher aux logiques du système. En outre on ne peut revenir en arrière vers le capitalisme de grand papa, car les transformations très profondes qui l'exacerbent sont irréversibles.

Interrogés de toute part, les économistes marquent la gravité de la situation, sa durée imprévisible et ont ouvert un grand débat sur les issues.

Ainsi des textes, et des déclarations ont été faites par de nombreux chercheurs en économie : Nasser Mansouri, Liêm Hoang Ngoc, Frédéric Lordon, Stéphen Bouquin, Jacques

Généreux, François Chesnais, Jacques Cossart, Jean-Claude Delaunay, Yves Dimicoli, Denis Durand, Diana Hochraich, Dominique Plihon.

Cette longue liste concerne seulement *l'Humanité* et *l'Humanité Dimanche*. Et il en va de même pour toute la presse.

Le plus drôle est M. Jean-Claude Juncker, président de « l'eurogroupe ». « *Wall Street est devenue la place Rouge (...). Même les Russes n'oseraient pas étatiser à ce point* ».

Bon...

Quand le monde marche sur la tête

Depuis des mois j'observe des faits qu'on aurait considérés invraisemblables il y a quelques années. J'en ai mis bout à bout une vingtaine, sélectionnée parmi cent autres. Elles renvoient l'image du monde dans lequel nous sommes entrés. Oui, le monde marche sur la tête.

L'échec des experts

On raconte depuis des années que « les politiques » ne sont pas compétents et qu'il faut donner la parole aux experts. On ne voit qu'eux. On n'entend qu'eux. Ce sont les nouveaux oracles.

On paie des dizaines de milliers de personnes pour faire des études de marchés, des études de compétitivité, des analyses de toutes sortes pour les uns ou les autres.

D'énormes organismes mondiaux ont été créés.

Le Fonds monétaire international, l'Organisation mondiale du commerce... Ces milliers de spécialistes qui ont fait de très hautes études sont réellement compétents mais prisonniers de l'idéologie du libéralisme. Force est de constater qu'ils se trompent tout le temps, pour des raisons idéologiques ou pour ne pas se

contredire. Et probablement souvent pour des raisons d'intérêt personnel.

Les crises actuelles, les catastrophes, comme l'erreur tragique d'avoir poussé l'Afrique vers la spécialisation au lieu d'encourager les cultures classiques et leur modernisation, en sont des exemples.

Privatisations, nationalisations

Le libéralisme a envahi le monde.

Notamment aux États-Unis et en Grande-Bretagne.

Madame Thatcher a privatisé les chemins de fer britanniques. Catastrophe. Les capitalistes ont ramassé les bénéfices et n'ont pas investi dans l'infrastructure. Accidents, renationalisations partielles.

Et voici les crises financières qui s'abattent sur le monde anglo-saxon. La faillite est proche pour deux agences qui garantissent ou détiennent 5 000 milliards de crédits immobiliers. Alors l'État revient au galop. Nationalisation de fait.

Terrible défaite de la réponse libérale.

Le vieux principe capitaliste est connu.

Quand ça marche, on privatise. Quand ça échoue, on appelle l'État.

Et si l'on faisait l'inverse ? Nationaliser quand ça marche et créer les conditions pour gérer dans l'intérêt de tous.

Tankers géants

90 % du commerce mondial de marchandises transite par la voie des mers. Le commerce

mondial peut être un grand signal du progrès humain. À l'époque du capitalisme mondialisé il peut être une stupidité dangereuse.

Des géants impensables sont en construction. Le « Eugen Maersk » peut embarquer 10 000 containers. Les containers sur le pont sont plus hauts que le bateau. Est-ce bien utile ? Et quel coût pour l'avenir de la planète ?

La mise en concurrence des territoires à l'échelle du monde et la croissance exponentielle du mouvement des marchandises constituent un gâchis.

Produire où c'est moins cher avec le monde comme terrain de jeu n'est pas forcément un progrès des sociétés humaines.

La concurrence libre et non faussée tend à laminer les différences des développements. Elle casse des pans entiers de l'économie de nombreux pays.

Dans le cas de l'Afrique, cela a produit les retours de la famine.

Mais le déferlement des produits chinois, coréens et indiens n'est pas non plus forcément positif. Ni pour ces peuples, ni pour les pays destinataires de cette vague de marchandises.

Si on prend le coton, les milliers de kilomètres traversés – de la production à la fabrication, puis aux lieux de vente – est un gâchis pur et simple, une source de pollution de la planète. Elle se fait au détriment des peuples. Par exemple le Mali exporte son coton et importe 82 % de ses besoins alimentaires.

Ce n'est même pas rentable économiquement au sens de l'intérêt général.

Les sociétés privées font des bénéfices et les États paient les ports, les aéroports, les autoroutes et subventionnent en douce un peu partout les productions.

Ce monde est fou.

Privatisation

Le gouvernement avait fait adopter une loi le 9 juillet 2008 qui – sur le modèle britannique – permettait de systématiser le recours au privé pour concevoir, financer, construire et gérer quasiment tous les équipements publics pendant 30 ou 40 ans contre un loyer.

Donc les Universités, la recherche, l'environnement, les transports urbains, les constructions scolaires, la rénovation urbaine, l'économie d'énergie étaient concernés. C'est si énorme que le Conseil constitutionnel a mis « le hola ».

Ne seront concernés que les cas exceptionnels. En l'occurrence, les prisons.

Dépenses d'État, esbroufes, embrouilles

La part des dépenses centrales de l'État et des budgets sociaux dans le produit national du pays rend fous les capitaux.

Les capitaux veulent à présent réduire la part des dépenses du pays sur lesquels ils n'ont pas directement la main. Et la machine idéologique de se déchaîner : « l'État dépense trop, les budgets sociaux sont trop lourds et en déficit, les vieux coûtent trop cher – ceux du peuple naturellement – le déficit pèsera sur nos enfants, nous sommes des égoïstes... » La totale.

Les capitalistes, naturellement, ne sont pas du tout égoïstes. Toute cette machinerie idéologique repose sur un mensonge, comme si les dépenses de l'État étaient improductives et impures : un gaspillage à limiter.

Or dans les dépenses de l'État, il y a le fonctionnement nécessaire, c'est-à-dire le signe d'une société développée. Allez donc demander dans les pays où l'État est inexistant ce qu'en pensent les habitants ?

Mais surtout dans les dépenses de l'État, il y a l'éducation, la santé, les équipements, l'aide au logement, les dépenses culturelles qui sont en fait des investissements qui construisent l'avenir.

Une telle remise à plat peut permettre de beaucoup réfléchir au débat idéologique actuel sur les déficits de l'État.

Les murs de la honte.

Hier, le mur de Berlin séparait la République Démocratique Allemande de la République fédérale. Il était censé protéger la construction socialiste.

Le mur était présenté à l'ouest comme le symbole de l'enfermement du monde socialiste et de sa volonté de contrôler les mouvements humains. On sait ce qu'il en est advenu.

Ce qu'il y a de terrible dans le moment présent, c'est le retour des murs.

L'immense barrière entre les États-Unis et le Mexique.

Le mur entre Israël et la Palestine.

Et puis on voit apparaître un peu partout des murs qui séparent les classes sociales. Des

propriétés, des regroupements de propriétés, de véritables petites villes apparaissent cerclées de murs avec un équipement de haute surveillance et des gardiens souvent armés.

C'est vrai aux États-Unis. C'est vrai dans nombre de pays d'Amérique du sud.

Un hebdomadaire a noté l'apparition d'un tel petit quartier à Paris.

Et c'est terrifiant.

Un monde de riches se barricade contre le monde des pauvres.

Ghettos de pauvres, ghettos de riches.

Jusqu'à quand ?

Court terme, long terme

« Court termisme ». C'est le mot que connaît la presse pour expliquer que les capitaux courent partout pour gagner beaucoup d'argent en peu de temps.

Et l'avantage du service public c'est justement que même s'il est aussi sous la pression de la rentabilité et des banques, il voit plus loin que le bout de son nez.

Tout ce qui a de l'envergure en France a été à un moment ou à un autre, ou est toujours nationalisé.

Le défaut des entreprises nationalisées et des services publics, dont on nous rebat les oreilles, est bien inférieur aux catastrophes mondiales actuelles des capitalismes mondialisés. Le service public, les entreprises nationales ont sur le capitalisme financier un immense avantage. Ils voient plus loin et ont une conception d'intérêt général.

Il est temps qu'une nouvelle vague de nationalisation démocratique s'impose.

À cet égard, petite information drôle.

On apprend que des entreprises privées familiales allemandes sont en train de monter à l'assaut des grands groupes capitalistes du pays.

En effet, expliquent ces patrons allemands : « Nous avons beaucoup d'argent, nous travaillons à long terme, les grands groupes travaillent à court terme, ils sont dans la crise et nous allons les racheter ».

Les riches

Et les autres

Je n'ai pas écrit les riches et les pauvres, mais les riches et les autres.

En effet le rapport de richesse et de puissance entre une catégorie peu nombreuse, quelques milliers de grandes familles et la masse des personnes, même très aisées est inouï, la fracture de classe existe aussi entre les vrais riches et les autres.

D'où vient leur richesse ? Elle se nourrit à trois sources. D'abord le capital accumulé.

C'est fou ; il n'y a que les petits et moyens actionnaires qui régulièrement tous les 5 ou 10 ans se font sécher par la chute de la Bourse.

Les vrais riches s'en sortent toujours. Ils sont bien informés.

Une armée de conseillers gère leurs patrimoines.

Et puis ils sont riches du travail humain. Ce sont eux les fameux actionnaires qui réclament 15 % de rendement par an.

C'est en leur nom, bien qu'ils ne s'intéressent jamais au détail que l'on ferme des usines, que l'on ruine des régions, exploite les salariés des pays pauvres.

La catégorie de crimes économiques n'existe pas. Et pourtant que de crimes on commet au nom du rendement et de l'efficacité des capitaux.

Et puis ces gens riches vivent aussi des cadeaux de l'État.

Des dizaines de milliers de familles échappent totalement ou partiellement à l'impôt, avec les niches fiscales de toutes sortes et le bouclier fiscal à 50 %.

Il vaut mieux être riche et bien portant

Une mission d'information a planché pendant des mois sur les niches fiscales. Réductions d'impôts, crédits d'impôts, allègements de toutes sortes. Leur montant s'est accru de 50 % entre 2003 et 2008. Elles atteignent 73 milliards. Le nombre des niches fiscales est de 486.

Ce sont en général les gros qui s'en débrouillent le mieux. Et l'État perd ainsi un quart de ses recettes fiscales.

On est loin des 10 milliards de déficit de la protection sociale dont on nous accable et qui s'applique à la santé de 60 millions d'habitants de ce pays.

Ces niches fiscales s'ajoutent au cadeau somptueux que Nicolas Sarkozy a fait à 13 000 foyers riches de France. Avec le bouclier fiscal, 13 000 chèques sont partis du ministère des Finances vers les intéressés.

Moyenne : 16 600 euros.

Derrière cette moyenne, quelques milliers de familles riches ont reçu plus de 100 000 euros. Et on ne connaît pas les champions absolus en l'affaire.

Leur richesse est une offense faite à l'esprit humain.

On ne sait pas depuis quand un tel écart ne s'était produit entre les gens ordinaires – le tout venant – et les très riches.

L'enrichissement d'une mince couche de privilégiés dépasse l'entendement.

Combien sont-ils ?

D'où vient leur richesse ?

Naturellement il y a la surface des choses.

Le footballeur, le tennisman, le PDG issu du peuple, le chanteur, le groupe de rock d'une banlieue pauvre.

La société offre toujours au peuple comme modèle ces femmes et ces hommes qui montrent que l'on peut réussir sa vie et prendre place parmi les riches.

Mais c'est de la frime et de l'écume.

Les vraies grandes familles viennent de loin.

Parfois de la noblesse, les enrichis du XIX^e siècle, les nouveaux riches du XX^e.

Cela fait du monde.

Oui ces gens sont vraiment très riches.

Les salaires des grands patrons, en y incluant les stock-options sont dans un rapport de un à mille.

12 000 euros par an pour le SMIC

12 Millions pour la couche des grands PDG selon la revue *l'Expansion*.

Comme ils sont tous issus des grandes familles à patrimoine, on ne sait pas quel est l'écart réel des richesses de tout ce monde là.

Les logements qui se vendent le plus à Paris ou dans l'ouest parisien sont les plus chers. Ici pas de crise. De même pour les très grandes propriétés.

Qui achète ces tableaux à 5-10 millions d'euros ?

Et ces week-ends à New York en avion qui coûtent sans faire de folie 100 000 euros. Huit ans de salaire d'un smicard.

Mais le pire n'est pas là.

On pourrait les laisser crever sur leur tas d'or et leurs dépenses fabuleuses et se dire que n'importe comment les riches ne vont jamais au paradis.

Le pire c'est que l'énorme richesse humaine produite sur toute la planète est dans les mains de quelques centaines de milliers de familles qui font fructifier leur capital en exigeant des rentabilités impossibles à obtenir sans écraser la majorité de l'humanité.

15 % de rentabilité du capital ne peut se réaliser qu'en écrasant tout ce qui dans l'économie et la finance ne rapporte pas.

Des travailleurs disent : pourquoi fermer notre entreprise, alors qu'elle fait des bénéfices ?

Pas assez.

Le travail est moins cher au Maroc, en Turquie, en Chine, en Inde.

C'est du gâchis humain. Est-ce qu'on peut accepter ces choix de gestion du travail de l'humanité ?

Il faut que cette classe sociale perde le pouvoir de décider des affaires du monde.

C'est probablement la grande affaire du XXI^e siècle.

Et on peut commencer par leur faire perdre du pouvoir.

Le héros moderne

Voici donc un jeune homme, Jérôme Kerviel, bien sous tous rapports, le gendre idéal. Il aime les voitures de sport. Il est talentueux. Il aurait pu rêver d'inventer de nouvelles machines, des programmes informatiques géniaux, être chercheur, médecin, ouvrier qualifié, pilote d'avions, enseignant. Bref, un homme utile. Non. Lui, rêvait de brasser des milliards. Et devenir le champion des Traders, le meilleur. Dans la grande salle des marchés de la Société générale, où chacun est devant son ordinateur avec le monde entier sous les yeux, vendant et achetant chaque minute des valeurs dont il ne connaît rien, il trichait, trompait son monde pour rapporter de l'argent à sa banque. Beaucoup d'argent. Il a rapporté en 2006 en achetant ou vendant des valeurs plus d'un milliard d'euros.

Et gagné de belles primes. Agent de spéculation est un métier qui rapporte.

Il ne respectait pas les règles. Mais tout le monde, soit fermait les yeux, soit n'y regardait pas de trop près. Il a fini par jouer avec des milliards d'euros. Il y a même eu un jour où il manquait 50 milliards d'euros dans son compte. De quoi faire sauter une des plus grandes banques de France. Il a fini par être

coincé. Nuits blanches garanties, nous dit-on, pour ses chefs et le directeur de la banque. On a arrêté les frais. Le trou était de 4,7 milliards d'euros. La banque a quand même réalisé des bénéfices en 2007. Et Jérôme Kerviel se promène dans Paris en préparant sa défense.

Les petits jeunots de banlieue qui déconcent ont moins de chance.

Elle est pas belle la vie pour notre héros moderne ?

Les relations malsaines

On connaît les relations étroites du président de la République avec les grands capitalistes de notre pays.

Il les invite aux Fouquet's quand il est élu. Il est invité sur leur yacht pour les vacances.

Par mille signes, il montre qu'il est des leurs.

Les Françaises et les Français s'interrogent sur chaque mesure gouvernementale pour savoir à qui elle rapporte.

Exemple : la réforme de la télévision publique. Ainsi de la suppression de la publicité sur les chaînes publiques. L'argent de la publicité et l'argent de la deuxième coupure publicitaire autorisée vont chercher dans les 550 millions d'euros. Qui va ramasser la mise ? Les chaînes de télévision privées. Et Bouygues avec TF 1 n'est pas loin.

Autre info. On apprend que le ministre Renaud Dutreil quitte la politique pour aller aux affaires.

Il va présider la filiale américaine du groupe LVMH dirigée par Bernard Arnault, un intime

de Nicolas Sarkozy. À ce propos, *le Monde* du 30 avril 2008 relate comment l'ancien ministre et son épouse, directrice de communication du groupe Wendel, sont parvenus, au terme d'une opération complexe mais légale, à transformer leurs 419 712 euros d'actions dans une filiale du groupe en 8 millions 47 490 euros, sans rien devoir au fisc.

L'Humanité vient de rappeler qu'un jour de Gaulle a dit : « je n'aime pas les communistes parce qu'ils sont communistes, je n'aime pas les socialistes parce qu'ils sont socialistes, et je n'aime pas les miens parce qu'ils aiment l'argent ».

Les riches dans les gazettes.

L'été fait bien les choses. Les magazines ont rejoint *l'Humanité Dimanche*. Ainsi *le Nouvel Observateur*, *le Point*, *Marianne*, *Challenges* ont consacré des dizaines de pages aux riches.

Ça donne ça.

Des reportages sur un quartier de Paris, coin de verdure, au sud du XVI^e arrondissement : Montmorency. On y apprend que la Villa, comme on l'appelle dans le quartier, ce sont quatre avenues paisibles, une centaine de maisons et beaucoup d'arbres. Y demeurent M. Bolloré, M. Afflelou, M. Lagardère, Mme Bruni Sarkozy. Et beaucoup d'autres.

C'est le quartier des nababs.

Un ghetto de riches en plein Paris. Un quartier privé d'environ un km², totalement fermé, protégé par trois couples de gardiens le jour et des veilleurs colombiens la nuit. « On est quand même loin des quartiers américains ultra sécuri-

sés avec gardiens armés et barbelés », explique une habitante au journal *Challenges*.

Le Point titre : « Tout sur les riches ». « Voyage, caprices, maisons, toujours plus ». Il vante entre autre, un lycée pour la super élite. Avec un reportage sur les Russes qui débarquent. Et une photo magnifique du Pelorus, un 115 mètres, propriété de Roman Abramovitch. Le milliardaire russe possède également un petit 86 mètres, en attendant « l'Eclipse » son nouveau jouet de 167 mètres avec 50 hommes d'équipage et évalué à 300 millions d'euros.

Marianne profite de sa série d'été sur « le soleil autour duquel tourne la société : l'argent ». Il raconte l'histoire d'un PDG et d'une petite équipe de capitalistes qui ont créé une société avec 700 000 euros d'argent frais et l'ont revendue 4 ans après 1 000 fois plus chère : 700 millions d'euros.

Le Nouvel Observateur n'est pas moins prolix sur « la France des héritiers » en racontant que la nouvelle caste dirigeante est en train d'effacer la Révolution française.

On apprend au passage, et là c'est *l'Humanité Dimanche*, que les 3 500 contribuables les plus riches de France ont déclaré des revenus annuels moyens de 1 million 499 654 euros. Et les 31 millions 500 000 contribuables les moins riches 18 502 euros.

Depuis 1998 les plus riches ont accru leur déclaration fiscale de 42,6 % et les moins riches de 4,6 %.

L'écart des revenus déclarés est donc de 1 à 100. Mais c'est une moyenne.

L'écart des revenus de la fraction la plus riche est de 1 pour 1 000. Mais ce ne sont là que les revenus déclarés. Ils ne reflètent pas l'écart des patrimoines.

Toujours à propos des milliardaires. Lu dans *Challenges*. Depuis 1996 le nombre des milliardaires a triplé en France de 89 à 241.

Le ticket d'entrée dans la liste des 500 plus riches a quadruplé.

Le 500^e de la liste est passé de 14 millions d'euros à 59.

Et leur fortune totale a progressé de 234 %.

Ce sont les fortunes personnelles sans compter leur lieu de résidence, les œuvres d'art, les bateaux, les automobiles, les avions et mille avantages...

Les cavernes d'Ali Baba

Les paradis fiscaux sont sur la sellette.

Il y a longtemps qu'ils sont protégés, dorlotés par tous les gouvernements capitalistes du monde. Jusqu'à la crise, en parler, était mal élevé, et le signe d'une arriération profonde.

Maintenant il faut bien en parler et on en apprend de belles. Ces paradis, qui seraient une quarantaine dans le monde, gèrent 10 000 milliards d'actifs financiers. Cela concerne 400 banques, 2 000 fonds spéculatifs et deux millions de sociétés écran.

Et si on les mettait hors la loi et confisquait tout. Cela ferait beaucoup d'argent pour développer le monde. Et ce serait justice.

Ces riches qui mènent le monde

Jésus ne les aimait pas. Il a chassé les marchands du temple.

De Gaulle les méprisait, eux qui, dans leur masse, s'étaient coulés dans la collaboration de Vichy et étaient bien peu nombreux à l'avoir rejoint à Londres. « La politique de la France ne se fait pas à la corbeille » avait-il proclamé un jour de colère.

Encore une différence avec Sarkozy.

Marx avait parlé d'eux avec subtilité, montrant que leur rôle social avait aliéné leur humanité.

La curiosité du CAC 40

Le CAC 40 était à 6 000 points voici quelques années.

Il est tombé à 3 000/3 500. Et chose effarante, les plus gros sont encore plus riches qu'à l'époque. Les petits actionnaires sont dans le rouge.

Mieux que Rockefeller

On a du mal à le croire. Au temps de l'âge d'or, en 1896, John Rockefeller, l'homme le plus riche du monde, déclarait 1 million 250 000 dollars de revenus. Sa fortune était de 7 000 fois le revenu moyen par habitant.

En 2005, le patron d'un fonds spéculatif américain a gagné 1 milliard 700 millions de dollars, soit 38 000 fois le revenu moyen.

M. Paul Krugman, professeur d'économie à l'Université de Princeton aux États-Unis écrit dans *The New York Times* en parlant de cette

somme que c'est plus qu'il ne faudrait pour assurer les soins pendant un an des 8 millions d'enfants américains qui n'ont pas d'assurance médicale.

Le cri de la social démocratie européenne

Les quinze personnages les plus importants de la social démocratie européenne parmi lesquels Jacques Delors, Massimo d'Aléma, Lionel Jospin, Michel Rocard et l'ancien président de la commission européenne Jacques Santer ont publié dans le journal *le Monde* un texte intitulé : « La finance folle ne doit pas nous gouverner ». En quelque sorte une autocritique.

À lire.

Ils prennent acte de l'échec des marchés peu ou mal régulés, des inquiétantes inégalités de revenus, expriment de sérieux doutes sur un dialogue crédible avec les nations en développement, constatent la perte de toute éthique dans le monde des affaires et l'échec du modèle actuel de gouvernance économique et d'entreprise.

Le monde des finances disent-ils a accumulé une masse gigantesque de capitaux fictifs qui n'améliorent que très peu la condition humaine et la préservation de l'environnement.

L'enjeu éthique est donc majeur. Nous risquons disent-ils de nous trouver face à une misère sans précédent, à une prolifération d'États en faillite, à des flux migratoires plus importants et à davantage de conflits armés.

Ce qui précède est composé mot à mot des principales citations du document.

Cela se termine par la proposition de créer un comité de crise européen.

Quand on veut noyer le poisson on crée des commissions de crise.

Mais venant des dirigeants socialistes qui ont gouverné longtemps leur pays, quel constat d'échec, quel vide d'idées.

Supprimer le travail vivant pour faire du profit

Diverses revues approfondissent la stratégie patronale pour accroître le rendement capitaliste du travail en chassant le travail vivant. Un grand patron américain qui est inventeur des « grandes surfaces » actuelles explique :

« Empilez tout et vendez à prix bas ». « La décoration c'est la marchandise, l'animation ce sont les clients ». « Supprimez des vendeurs, remplacez-les par des pancartes. La pancarte est le meilleur vendeur. Vous ne la payez qu'une fois et elle ne prend pas de vacances ».

Dans un livre, l'économiste Daniel Cohen publie des extraits d'une conférence qu'il a faite au Collège de France sur le thème de la nouvelle organisation du travail qui vise à supprimer tous les temps morts .

Citation : « entre le début du XX^e siècle et le début du XXI^e siècle le salaire ouvrier a été multiplié par 7 (relativement au prix des marchandises et des investissements).

Dès lors tout principe qui permet à une seule personne d'exécuter une tâche auparavant exécutée par deux conduit à des économies beaucoup plus importantes qu'au siècle précédent : 7 fois plus élevées. D'où l'intérêt du traitement

de texte, le cadre tape lui-même son courrier. Pas besoin de dactylo. Réduire les tâches d'encadrement en lui substituant un programme informatique fait gagner beaucoup d'argent.

Fondre les tâches des caissiers et des guichetiers a le même résultat ».

Et de conclure qu'il faut éviter toute parcelle de travail en jachère.

Dans une interview un cadre explique : Mon patron m'a offert un black berry et l'abonnement avec. Comme cela, après mon travail et en week-end je reçois les mails en jets continus, même à table, même la nuit.

Cela s'appelle comment, demande-t-il ?

L'Irak c'est fou

Joseph Stiglitz a édité un livre sur la guerre d'Irak intitulé *Une guerre à 3 000 milliards de dollars*. Il explique que derrière les 67 000 blessés, estropiés, défigurés et les 263 000 traumatisés, incapables de réintégrer la vie civile, sans parler des anciens combattants prolétarisés, humiliés par des pensions d'invalidité misérables qu'ils doivent disputer pied-à-pied, il y a la face sombre de l'Amérique.

Quand a-t-on vu cela dans l'histoire moderne ? 100 000 soldats nommés auxiliaires font la guerre dans des armées privées. Ainsi la majorité de l'armée en Irak est composée de pauvres embauchés par des sociétés capitalistes aux profits fabuleux. C'est sordide, dit Stiglitz.

Du côté des dépenses, le coût de l'invasion dépasse déjà celui de 12 ans de guerre au Vietnam. Il pèsera sur le budget des États-Unis pendant 30 ans.

Santé et classes sociales

On savait depuis longtemps qu'un cadre supérieur avait à peu près 7 ans d'espérance de vie de plus qu'un ouvrier non qualifié. On sait depuis peu que celui-ci a deux fois plus de risque d'avoir un cancer.

Mais on découvre maintenant par une étude de l'INSEE du 18 septembre 2007 que l'inégalité devant la mort et devant la maladie continue d'agir pendant deux générations.

Ainsi des personnes de 50 ans, enfants de parents agriculteurs, artisans, ouvriers ou employés non qualifiés sont en moins bonne santé que ceux dont les parents exerçaient un poste de direction, une profession intellectuelle ou scientifique, une profession intermédiaire ou un poste dans l'armée.

Ainsi à distance de plusieurs dizaines d'années l'inégalité sociale continue d'agir. Les enfants des classes aisées apprennent un recours plus rapide aux soins et une éducation à la santé. Et de plus ils accèdent à des professions associées à une meilleure espérance de vie. Ainsi la recherche confirme, étude après étude, la formidable prégnance des inégalités de classe.

Même Marie Antoinette n'aurait pas osé

Les grands groupes financiers Fortis et Dexia sont dans la tourmente et renfloués par milliards par les États. Cela ne les empêche pas de faire la java.

Le vendredi 10 octobre à l'Hôtel de Paris de Monaco la branche assurance de Fortis Belgium a fait un grand repas qui a coûté

150 000 euros . Un syndicaliste a déclaré que c'était surréaliste. On a appris que vers la même période pour fêter la naissance d'une filiale monégasque destinée à gérer les grandes fortunes, un grand repas organisé par Dexia avait eu lieu. Coût : 200 000 euros. Pour justifier ces folies, le groupe a déclaré que cette fête était comme une séance de travail : poitrine de pigeonneau des Alpes-de-haute-Provence, foie gras de canard, pommes de terre nouvelles braisées.

Mairie Antoinette avait dit des Parisiens : s'ils n'ont pas de pain, qu'ils mangent de la brioche !

Ça a mal fini.

Le système se bloque

La fuite en avant mondialisée du système capitaliste trouve ses limites. C'est ce que signifie la crise. La folle course aux profits de prédateurs géants ne trouve plus les sources de profit au niveau voulu.

On ne peut plus gagner tant d'argent sans buter sur la réalité.

Celle-ci se venge. On a tant gâché la richesse des hommes et de la planète, que cela bloque. Les travailleurs résistent. Les sociétés résistent. La terre elle-même « proteste » avec ses glaciers qui fondent. Et de nouveaux concurrents sortent de leur niche de productivité. L'Inde, la Chine, le Brésil, la Russie entrent dans le jeu mondial de la recherche de profits.

Toutes les crises s'engendrent les unes, les autres. Mais ont une origine commune, l'orgie de capitaux et la crise de rentabilité. Des milliers de milliards de dollars et d'euros – oui des milliers de milliards de dollars – tournent autour du globe sans trouver à se placer à une rentabilité élevée.

Pour sourire d'un sujet tragique, après les orgies, on a la gueule de bois.

Alors vient l'heure des faillites, des catastrophes, l'effondrement de géants de l'économie et des finances.

C'est le plus grand gâchis de l'histoire humaine. Ce n'est pas le manque de capitaux dont

souffre le monde, c'est de l'excès de capitaux privés. Des profits démesurés obtenant des profits démesurés luttent pour accumuler toujours plus. Ces masses immenses qu'on n'a jamais vues dans l'histoire ne trouvent plus d'espace à la hauteur de leurs appétits. Des bulles financières se créent sans aucun rapport avec les réalités économiques. La circulation des capitaux est trente fois plus grande que la circulation des marchandises. Nous vivons ainsi probablement la plus grande crise du capitalisme des temps modernes.

Naturellement, il y a encore des sources de profits. Et la spéculation s'y rue.

La nourriture ? Et ça fonce sur le blé et le riz. La santé en France est largement publique, haro sur les budgets publics de la santé. L'eau est encore largement gratuite, les journaux financiers sont pleins d'études sur la privatisation de l'eau.

Évidemment l'environnement peut aussi être une source de profits.

Et ils s'en occupent. On en est à supputer comment faire entrer les glaciers des pôles dans le jeu spéculatif en vue de faire de l'argent lors des prochaines pénuries d'eau potable.

Voici que le sentiment d'atteinte à l'avenir de la planète se met en travers de l'exploitation des richesses naturelles et de l'industrialisation sauvage.

La politique s'en mêle de tout bord.

La politique c'est l'ennemi mortel du capitalisme. Celui-ci réclame le silence sur ses origines et le mystère sur sa multiplication. Il doit

paraître l'ordre naturel des choses. Or les peuples s'intéressent à nouveau à cet objet bizarre. Le capital d'où ça vient ? D'où ça sort ? Qui est-ce qui décide de son utilisation ?

En ce sens la pensée marxiste est forcément de retour.

Ainsi la libre circulation des capitaux, la concurrence, l'ouverture des frontières, les privatisations, le dessaisissement de l'État, le recours au privé et la libre activité des agents économiques qui devaient produire du bien pour tous nous emmènent dans le mur.

Helmut Schmidt, chancelier social démocrate allemand avait théorisé : les profits d'aujourd'hui sont les investissements et les emplois de demain.

Lionel Jospin avait dit à des travailleurs en grève : l'État ne peut pas tout.

Derrière les discours, le vrai visage : la loi de l'argent.

L'exigence de profits à 10 ou 15 % n'est pas atteignable par le fonctionnement classique du capitalisme. Il n'est possible qu'en détruisant les activités les moins productives des entreprises et de l'agriculture.

Cet argent fou de la mondialisation a laminé la vie sociale et économique non rentable à ses yeux.

La contradiction principale, la cause des catastrophes actuelles est la transformation du capitalisme classique en un système universel d'oppression à travers un capital financier mondialisé, aveugle, enrichissant une fraction infime des habitants de la planète.

Quel rapport y a-t-il entre le grand patron vivant sur ses terres tout près de l'usine, comme je l'ai vu en Alsace et les chevaliers d'aventure qui brassent des milliards, déplacent des capitaux à la vitesse de la lumière, ferment des entreprises qu'ils ne connaissent pas, construisent des usines et des centres de recherche dont ils ignorent la localisation. Oppresseurs sans foi, ni loi. Oui. Que savent-ils de l'ouvrier chinois, du licencié de l'entreprise européenne, de l'ingénieur du centre de recherche, du désespoir de la mère africaine qui voit mourir son bébé dans ses bras, de l'employé du téléphone dont on ne sait pas trop d'où il répond, de l'ouvrier ou de l'ingénieur qui ont produit leur voiture, leurs ordinateurs, leurs portables, construit leurs maisons.

Que savent-ils, ces milliardaires dans leur bulle, de ceux qui produisent les richesses et les profits ?

Je me demande parfois s'ils ne pensent pas que l'argent fait des petits de manière magique et sans rapport avec la vie du monde.

Je sais qu'ils ont une conscience de classe de riche. Je sais qu'ils sont capables de pleurer sur les pauvres. Mais ils n'en rencontrent jamais.

Attention aux guerres

Comme dans toutes les périodes de crise du capitalisme, vient le temps des guerres.

L'aventure irakienne est un vrai symbole.

La guerre d'Irak, on le sait, n'est pas la réponse à l'attentat terroriste de New York.

Elle était, depuis longtemps, à l'état de projet chez les conservateurs américains. Le plan

était d'affirmer la domination américaine dans cette région du monde, consolider l'approvisionnement en pétrole des États-Unis et montrer que le bâton américain est de retour.

La grande revanche sur la défaite du Viêt-Nam.

La destruction des tours de New York a servi de détonateur à l'opération.

La corrélation est si parfaite que des journalistes mettent en doute la version officielle.

On saura dans 50 ans.

On sait que l'attaque de l'Irak a été montée sur un mensonge d'État du président américain et du ministre des Affaires étrangères disant tenir les preuves de la présence en Irak d'armes de destruction massive.

Dans un monde normal, le président des États-Unis serait destitué et traduit devant un tribunal. Passons.

La guerre qui tourne à la catastrophe est l'une des plus fabuleuses sources de profit des groupes américains proches du pouvoir qui vendent les armes et vendent même une armée de mercenaires et les conseillers de tous ordres.

Tout ça est fou. Avec de telles sommes les problèmes de développement, d'accès à l'eau et à l'éducation pour tous les peuples seraient largement résolus.

Nous vivons dans un monde de brutes sans foi, ni loi.

C'est vraiment l'heure des périls et c'est peut-être l'heure où des fronts de résistance, de luttes pour la paix, le désarmement, la préservation de la planète, pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes peuvent se constituer et un nouvel internationalisme se développer.

Une remarque encore

Je pense qu'il faut faire un rapprochement entre cette expansion du capitalisme et deux ordres d'événements, l'un politique, l'autre relatif à la révolution scientifique et technique actuelle.

Pour comprendre ce qui s'est passé depuis 20/30 ans sur la planète il faut un retour en arrière sur le XX^e siècle. Depuis la Révolution russe de 1917 jusqu'aux années 70/80, le monde a été dominé par un affrontement majeur.

Le capitalisme s'est trouvé face à un système qui prétendait à la relève et annonçait un monde nouveau.

Indépendamment de l'écriture de cette histoire par les uns et les autres, tout le monde sait que ce face-à-face était au cœur de l'époque.

Il faut savoir que même encore dans les années 1960, l'idée que le socialisme comme système social pouvait l'emporter, était courante dans tous les milieux politiques. À droite comme à gauche.

Aussi l'effondrement du système soviétique et des pays de l'Est européen fut-il pour le capitalisme et ses partisans un immense événement historique, une libération d'énergie, de confiance en soi et de créativité.

Plus d'obstacles à la toute puissance, à l'arrogance des nouveaux maîtres du monde, le capitalisme.

On peut donc considérer cet événement comme le véritable acte de naissance de l'actuelle poussée expansionniste du capitalisme. Poussée animée depuis la fin de la guerre froide

par l'impérialisme américain qui s'efforce de maintenir et d'étendre son hégémonie par le biais notamment de l'OTAN.

L'autre événement vital à mettre en valeur est, évidemment, l'explosion de la révolution scientifique et technique, qui a continué de changer le rapport des hommes avec la connaissance et avec la nature.

Chacun sait que ce qui se passe à cet égard est l'un des événements majeurs de l'histoire humaine.

Dans la toute récente période, l'espace d'une génération, on a vu l'informatique et Internet s'imposer dans l'économie, la recherche et les relations humaines. Des centaines de millions de personnes communiquent entre elles et les enfants manient l'ordinateur comme un objet usuel.

Les transports, l'avion, le train à grande vitesse, les cargos géants ont bouleversé la notion de distance et de temps. Le monde semble devenu tout petit.

Les relations entre les individus ont fait du téléphone portable le compagnon quotidien de trois milliards de personnes. La télévision s'est généralisée au monde.

Les progrès de l'industrie, des travaux publics et de la construction sont phénoménaux. Il n'est que de s'attarder devant un grand chantier. La médecine et la chirurgie avancent à pas de géant, même si à l'échelle humaine ils sont hélas trop lents. Des cellules souches commencent à recréer des organes et du sang. On espère bientôt le vaccin contre le sida, des

victoires décisives sur le cancer, la généralisation des transplantations d'organes. Les opérations à distance sont déjà devenues une pratique courante. Le génie génétique, les biotechnologies s'annoncent comme de nouvelles révolutions.

La productivité du travail, la créativité humaine, la circulation des cultures, l'extension irrépressible des gens informés, instruits sont là toutes proches.

Le progrès humain fait exploser la contradiction entre les immenses richesses présentes partout et les réalités humaines.

Entre l'expansion inouïe des forces productives et le rabougrissement des rapports de production.

J'ajoute que le besoin d'unification du monde à un même étage de satisfaction des besoins est irrépressible.

Le rapport du capitalisme à tout cela est clair.

C'est la réactivité du capital qui accélère le mouvement des découvertes et leur rapide généralisation. C'était un des atouts majeurs du système face à des sociétés socialistes de l'Est qui étaient lentes et lourdes à se déployer dans de nombreux domaines faute de libertés d'initiatives des individus et de démocratie. Et qui consacraient des ressources colossales dans la course aux armements. En même temps ces découvertes, ces nouveaux moyens de l'humanité sont transformés en instrument d'oppression.

C'est par ordinateurs interposés que le monde est mis en coupe réglée, et par l'intermédiaire des crédits militaires que naissent

beaucoup de découvertes.

En même temps ces découvertes marquent notre temps et sont un appel irrésistible au bien être des humains.

Comment s'étonner que des jeunes gens, par milliers, risquent la mort dans des bateaux de fortune pour accéder à une autre vie quand la leur est bouchée.

Chose étonnante et capitale, le système qui porte le monde et l'opprime en même temps est entré dans la crise que nous vivons. La guerre des idées ne fait que commencer.

L'autocritique de Francis Fukuyama

Cet important professeur Américain d'économie politique avait écrit, voici une vingtaine d'années, un article fameux qui est resté sous le titre *La fin de l'histoire*. Il prédisait qu'après l'effondrement du socialisme de l'Est, le capitalisme était seul désormais à régler l'histoire des hommes. Et voici qu'il écrit dans un article internationalement diffusé la chose suivante : *Les idées constituent l'une de nos principales exportations, et deux idées fondamentalement américaines ont dominé la pensée mondiale depuis le début des années 1980 avec l'élection de Ronald Reagan. La première est une certaine vision du capitalisme selon laquelle une faible imposition, une régulation minimale et un gouvernement réduit constitueraient les moteurs de la croissance économique, non seulement aux États-Unis mais dans le monde entier. La seconde était que faire de l'Amérique le champion de la démocratie libérale dans le monde tracerait le meilleur che-*

min vers un ordre international plus prospère et plus ouvert. Il est difficile d'évaluer à quel point ces traits caractéristiques de la marque américaine sont aujourd'hui discrédités.

J'ajoute comme l'écrit un commentateur ces jours-ci : il n'y a pas que la bulle financière qui vient d'exploser mais aussi la bulle doctrinale : « *Et c'est presque pire* ».

Les classes sociales dans la crise

Classe ouvrière, monde du travail

Beaucoup de bêtises se sont dites et écrites sur le monde ouvrier et le monde du travail.

On en revient à présent au réel.

Beaucoup de chercheurs, et aussi des travaux dans le Parti communiste, esquissent le nouveau visage du monde du travail.

Le pays a beaucoup changé en l'espace d'une génération et il faut l'apprécier si on veut développer une grande politique de renouveau.

Mais, les ouvriers, et de plus en plus les employés, sont toujours « les damnés de la terre ».

J'aurais envie d'écrire redeviennent les damnés de la terre. Car il y a eu des temps meilleurs. Ils sont en France 14 millions. Ils ont certes le portable en mains, la télévision, un réfrigérateur et une machine à laver, souvent une voiture – usagée – mais ils vivent mal, très, très mal. Et ils le savent.

Le mot paupérisation qui a tant fait discuter les communistes, a repris toute sa valeur. Paupérisation relative, par rapport à l'immense production de richesse. Et même paupérisation absolue pour des millions et des millions de travailleurs et retraités qui vivent plus mal qu'avant, ou que leurs parents.

Sacré problème.

On est effaré de mettre bout à bout et sans exagération le bilan du capitalisme actuel pour la classe ouvrière. Les ouvriers et les employés sont les grands perdants de l'époque. L'orgie financière des capitaux s'est faite sur leur dos, leur surexploitation scandaleuse.

Vont-ils l'accepter éternellement ?

Beaucoup dépend du mouvement syndical et aussi du Parti communiste.

Un système perfectionné, d'extraction de la plus value capitaliste sur le travail est en perpétuel mouvement. Travail en miettes pour que celui-ci soit toujours disponible, garantie de l'emploi effondrée, salaires bloqués ou en baisse absolue alors que la vie augmente. Les ouvriers chômeurs sont traités de menteurs et de faiblardes. Quand aurait-on vu cela ?

Le chômage ronge les ouvriers et les employés et tire toute la classe vers le bas.

L'armée de réserve dont parlait Marx est bien là. Sauf que Marx considérait le va et vient entre périodes de chômage et périodes de travail. C'est toujours vrai et j'ai appris, effaré, que 1/3 des travailleurs de 25 à 55 ans ont connu des périodes de chômage de plus d'un an. C'est fou.

Mais avec le capitalisme actuel, il y a maintenant des chômeurs à vie, au moins un million, considérés comme non employables. Gâchis. Gâchis de richesse, gâchis d'humains et pressions sur les salaires de tous.

La concurrence entre travailleurs, leur mise en compétition, à qui servira le mieux dans l'intérêt des patrons, l'affrontement quotidien

entre salariés de diverses origines est une formidable pratique du capitalisme.

Et les divisions hélas souvent fonctionnent. Cela porte tort aux solidarités. En profondeur. Cela humilie les travailleurs. Ils savent bien, d'instinct, qu'ils sont de la même classe.

Avant, dans les grandes usines, l'unité de classe était plus facile et les syndicats en tiraient leur force.

C'est plus dur aujourd'hui. Mais gare au retour de bâton. On le voit avec la lutte des sans papiers.

Et puis il y a la télévision, son organisation fondamentale. Début de soirée pour le peuple, fin de soirée pour les instruits. C'est humiliant.

Et voici ces nouveaux prolétaires. Ces caissières des grandes surfaces, filles et femmes d'ouvriers, jeunes françaises issues de l'immigration. On leur demande d'être jolies, polies, de ne jamais se tromper. Il passe entre leurs mains des produits que l'on ne voit pas souvent sur la table de la famille. Horaires à la con.

Vous ne croyez pas que ça donne envie d'être révolutionnaire ? Et poussant les chariots, leurs jeunes frères, pour alimenter les rayons. Et parmi les clients, la même classe qu'eux. Les riches ne vont pas à Auchan ou Carrefour. Les ouvriers, les employés sont bien les grands vaincus du capitalisme actuel. Ils sont harcelés par les difficultés de la vie. Trop fatigués ou trop engourdis par le chômage. C'est l'échec. Le sentiment d'être en bas de l'échelle sociale.

Je n'aime pas le mot « les pauvres ». Il est quelque part condescendant. Je préfère les ap-

peler les ouvriers et les employés exploités. Pillés de leur travail.

Et ce qui est incroyable, c'est que la qualification de ces ouvriers, loin de diminuer, n'a fait que grandir. Arrêtez-vous dix minutes devant un grand chantier du bâtiment. L'ouvrier d'hier charriait les matériaux. Aujourd'hui on voit des grues perfectionnées. Hier on montait des briques, on maniait souvent le béton avec des pelles. Aujourd'hui les coffrages glissants montent les murs à raison d'un étage chaque jour. Précision, qualification des gestes, organisation du travail, qualité des ouvriers et des chefs d'équipe. Tout ça gagne le SMIC ou 1 500 euros par mois.

Et l'immense armée qualifiée, devant les ordinateurs, dans les banques, le commerce, les assurances, la Sécurité Sociale. Des années d'études et quel salaire ?

Et la conscience de classe ?

Il y a un débat légitime sur la différence entre la conscience de classe d'hier et d'aujourd'hui. On souligne, à juste titre, la fin des grandes entreprises structurantes qui donnaient le ton. On souligne la diversification des conditions de travail, du travail lui-même et nombre de conditions objectives et subjectives qui ont dévalorisé le mot ouvrier, employé, etc.

D'accord, mais je pense de plus en plus qu'il n'y a pas de rapport direct entre la situation de classe réelle et la conscience qui devrait en découler.

L'idée ancienne, selon laquelle la conscience de classe vient du dehors est très contestée. Elle

a rapport avec le marxisme, considéré comme théorie scientifique, le Parti communiste auto-proclamé, parti d'avant-garde de la classe ouvrière, etc. Toutes idées dont le caractère mécaniste est évident.

N'empêche qu'il est évident que la conscience de classe ne découle pas spontanément du monde réel. Surtout quand les mutations du travail s'accroissent et que l'idéologie dominante accroît sa pression.

Du coup, la conscience de classe, ce n'est pas surtout ce qu'on vit mais ce qu'on pense de soi-même et de sa place dans la société.

Heureusement, le mouvement syndical, et pour beaucoup la CGT, par son influence, ses initiatives, l'activité de dizaines de milliers de militants, continue d'être un puissant ferment. Et dans un pays comme la France, à fortes traditions, c'est essentiel.

Que la CGT soit la première organisation syndicale de notre pays est très important. Ce qui ne veut pas dire, loin de là, que les autres grands syndicats ne jouent pas un rôle positif dans les combats de classe.

Le décrochage du Parti communiste

Les militants communistes sont eux-mêmes des ouvriers, des employés, ou quand ils sont d'autres classes, très souvent, issus de la classe ouvrière et souvent de tradition communiste. Les militants syndicaux et du mouvement associatif communiste ou proches des communistes sont aussi très souvent issus des classes populaires. Mais chose grave et qu'il faut re-

garder de face, le vote ouvrier et employé pour les communistes est largement derrière le vote socialiste, de droite, d'extrême droite et maintenant d'extrême gauche.

Voilà un grand parti, organisé, militant, populaire dans sa démarche et dans ses objectifs qui a perdu une très grande partie de son influence électorale dans les votes politiques. Toutefois, ce n'est pas le cas aux élections municipales, loin de là.

Ce décrochage, car ce n'est pas une rupture mais un décrochage, doit être examiné.

Que s'est-il passé ?

Au moins deux explications de fond.

L'échec des pays de l'Est a provoqué une terrible déception. C'était quand même, au-delà du Parti communiste, une grande espérance ouvrière, populaire. Même si au-delà des illusions la masse des travailleurs n'était pas dupe d'une certaine imagerie euphorisante. L'idée qu'un monde meilleur était possible, le rôle de l'URSS dans la seconde guerre mondiale et dans la guerre froide, contre l'impérialisme américain, son soutien au tiers monde, tout cela faisait un front qui donnait confiance. D'autant plus que le Parti communiste en assurait comme une garantie.

Bref, l'effondrement des pays de l'Est et la mise en lumière qui s'en est suivie a porté un coup au Parti communiste, autant chez les ouvriers que chez les intellectuels et peut être plus.

Les échecs de la gauche comptent beaucoup. Depuis 1965 et pendant 20 ans, le Parti communiste a combattu pour l'Union de la gauche,

s'est battu pour le programme commun et son contenu, et puis pour la gauche plurielle. Il en était en quelque sorte le garant populaire.

Et de façon injuste, mais c'est ainsi, c'est sur lui que retombe le poids de ce second échec.

Tout cela aggravé par la permanente mise en accusation du Parti communiste par les médias. Qu'on taise son action – le silence – qu'on en parle – qu'il soit faible ou fort, la mise en cause est permanente.

Façon pour les milieux dirigeants de montrer qu'ils ne sont pas dupes. Un rebond du Parti communiste est bien dans l'air du temps.

Conquête, reconquête

La conquête, la reconquête politique, d'une influence importante du Parti communiste dans le monde du travail est essentielle si on veut changer la donne dans ce pays et construire un fort mouvement populaire.

Des militants socialistes nombreux en conviennent en privé, l'affaiblissement du Parti communiste est catastrophique, aussi, pour le Parti socialiste. Quand les idées communistes et le Parti communiste s'affaiblissent, le centre de gravité du Parti socialiste se déplace vers la droite. Il y a donc un rapport quasi direct. Quand le Parti communiste est fort, l'union sur une base positive est plus facile.

J'ai dit un jour à un dirigeant socialiste que si le Parti communiste avait été plus virulent pendant les dérives du gouvernement Jospin sur des questions de fond concernant les fermetures d'entreprises, les questions de la santé et les ques-

tions du pouvoir d'achat, Jospin aurait été meilleur et probablement, au lieu de Le Pen au second tour des Présidentielles on aurait eu un duel Jospin-Chirac. Mon camarade socialiste, s'il se reconnaît en lisant ce livre, en conviendra.

Je pense sincèrement que l'affaiblissement du Parti communiste est une catastrophe pour toute la gauche. Et qu'il faut travailler à changer cette situation.

Et pour en revenir au monde du travail, je pense que ce n'est pas qu'une question d'activités dans les quartiers populaires et dans les entreprises. Faire plus et mieux, comme on dit.

Ne faut-il pas faire autrement ?

Des milliers et des milliers de militants communistes et de dirigeants distribuent dans les entreprises, font du porte à porte, vendent *l'Humanité* et *l'Humanité Dimanche*. Et ça fait du boulot. Et il y a du résultat.

Je ne sais pas s'il y a d'autres dirigeants et dirigeantes de gauche qui soient aussi présents devant les entreprises et dans les quartiers que Marie-George Buffet.

J'ai tendance à penser que la clé de cette question est politique.

La crise actuelle du capitalisme, le ressaisissement en cours du Parti communiste sur les questions de fond aura des effets forcément sur notre influence parmi les ouvriers et employés.

Quand le fond bouge, ça se sent.

Mais il faut aussi, me semble-t-il, réfléchir à « ce qui se sent » dans notre ligne. Il y faut pas seulement la protestation contre ce qui ne va pas, mais la mise en cause directe de la respon-

sabilité du système capitaliste et un appel direct aux travailleurs pour l'engagement politique et la confiance en leur destin.

Quand les conditions se créent pour qu'on parle plus directement à la classe ouvrière au sens large, les effets sont visibles.

Les classes moyennes

Que se passe-t-il dans les classes moyennes ? D'abord une remarque : ceux qu'on nomme ainsi sont en fait très majoritairement des travailleurs salariés qualifiés.

Toute la presse a relayé des analyses de chercheurs, des enquêtes, des sondages sur leur malaise.

Une réflexion est en cours parmi les communistes, à l'Espace Marx et à la Fondation Gabriel Péri. Il semble que de très importants changements se produisent dans la situation et l'état d'esprit des millions de Français concernés. On parle de déclassement, troubles profonds et craintes devant l'avenir.

On se souvient que Valéry Giscard d'Estaing avait théorisé l'idée que la France était devenue une France du milieu, moyenne, et que son avenir politique était au centre. Il y mettait les salariés qualifiés et les classes moyennes classiques.

Le vaste groupe de Français ainsi désigné a été présenté comme le grand bénéficiaire de la modernité et des développements capitalistes actuels. Les faits semblaient aller en ce sens. Niveau de vie relativement confortable, accession générale à la propriété et à des résidences secondaires, place honorable dans l'échelle sociale,

accès à des produits de qualité, les fameuses « marques », représentation valorisante dans les médias, métiers nobles, loisirs de qualité, une presse qui renvoyait une image d'intelligence à ses lecteurs, des relations flatteuses et utiles, peu de problèmes d'emplois, avenir des enfants bien organisé dans la sélection sociale, peu de crainte quant à la vieillesse, et rapprochement même, parfois intégration dans la bourgeoisie, etc.

De fait, il en a bien été ainsi. Ou cela a semblé tel. En fait le système en place a tiré puissance et richesse du travail acharné et de l'engagement total de ces catégories. En vérité surexploitées à leur façon, indispensables au fonctionnement de la société et à la domination politique des maîtres du capital.

C'est sur ces classes moyennes, leur travail et leur réussite que s'était installée la supériorité du capitalisme occidental. Il a constitué un modèle mondial. Et un espoir pour les classes populaires qui parvenaient assez souvent à reconnaître tel ou tel de leurs enfants parmi ces élites : ingénieurs, médecins, cadres.

Et footballeurs ou artistes. Mais c'est une autre question.

Or, ces fenêtres se ferment avec une brutalité extrême.

La crise du capitalisme mondialisée atteint les classes moyennes directement par tous les mécanismes de frein et de déstructuration actuelle.

Terrible révélation.

Par exemple : cette information qui les glace. Un enfant sur quatre de classe moyenne devient désormais ouvrier ou employé.

Ils s'aperçoivent que leur retraite est sérieusement compromise.

Les loyers élevés les chassent des centres ville. Et plus encore les jeunes couples.

Des ingénieurs se suicident maintenant dans des entreprises ultra modernes, déstabilisés par des pressions insupportables et les exigences de réussite. Dans nombre d'entreprises, c'est la valse des cadres. On déplaît, on n'est plus assez créatifs ou dociles. À la porte. Ou déclassés.

Le moral est atteint devant les échecs du capital et des choix de rentabilité, vécus comme aberrants. C'est la fameuse « pression des actionnaires ».

Et l'exploitation qui s'étend à toute sa vie avec les portables et les ordinateurs branchés sur le travail sept jours sur sept.

On est loin des salaires en progression régulière et de l'avenir assuré.

Et la sincère solidarité de ces catégories envers les couches défavorisées du peuple « les pauvres » devient une interrogation sur la société elle-même qui les fabrique. Chiffre fou. 85 % des Français craindraient que leurs enfants puissent plonger dans la pauvreté. Donc un tel chiffre comporte l'immense majorité des salariés.

On ne peut se réjouir du malheur des gens et de leur inconfort de vie. Mais objectivement et subjectivement il se crée les conditions d'une alliance forte des couches populaires et des couches moyennes du peuple. C'est un événement considérable. Il faut réfléchir à ce que cela

veut dire en terme de luttes, d'objectifs communs, de débats politiques et de projet de société.

Pour les communistes, cette situation crée une grande responsabilité. Il faut faire savoir que les changements anticapitalistes nécessaires ne sont en rien une caporalisation de la société, un nivellement des individus et de leur condition de vie, mais un monde où peut être réconciliée l'initiative personnelle justement reconnue et valorisée et l'intérêt général qui a besoin du déploiement de toutes les virtualités humaines.

Ici idéologiquement et politiquement beaucoup dépend des communistes et de leur clairvoyance politique devant ce fait historique nouveau.

Avec qui êtes-vous maîtres de la culture ?

La formule est vive.

Je me demande quand viendra le moment de la renaissance d'un grand mouvement politique progressiste qui jettera dans la balance le poids du monde intellectuel.

Je me demande quel signal pourrait venir du Parti communiste. Signal modeste mais clair.

Aujourd'hui, quelques personnes, philosophes, historiens, économistes, journalistes spécialisés, tiennent pour le compte du libéralisme le haut du pavé médiatique.

On les voit partout, on les lit partout, toujours les mêmes. Ils savent tout. Un don d'ubiquité. On se demande quand ils dorment.

Ce sont des intellectuels officiels du pou-

voir. Et souvent très proches de Bush et du pouvoir américain.

Leur assurance, leur morgue, leur irrespect des opinions opposées provoquent un choc émotionnel. Mais qui peut encore se conduire ainsi aujourd'hui. Inconscience.

Certains gagnent beaucoup d'argent et ça se sait.

En face il y a des milliers d'intellectuels qui travaillent sur toutes les questions de la société avec un grand respect des faits, la part des certitudes et la part du doute, la démarche scientifique.

Des livres nombreux succèdent aux livres.

Le monde culturel, la littérature, le théâtre, le cinéma et la télévision aux heures tardives sont aussi pleins de vie. Des créateurs, des musiciens, des chanteurs travaillent, le monde réel. Et résistent aux thèmes imposés par la société actuelle.

Mais il y a chez eux comme une réserve envers l'engagement et la politique – la politique entendue au sens profond –.

Les raisons sont connues. Je les ressens chaque fois que je parle avec des camarades ou des amis qui réfléchissent à cela.

Une double déconvenue marque le monde intellectuel progressiste.

Le souvenir qui se transmet de l'engagement d'intellectuels envers l'URSS, la révolution culturelle de Mao Tsé-Toung, le tiers monde et la décolonisation, les interrogations sur la situation à Cuba pousse à la méfiance envers l'idéologie et vers la réserve.

Puis il y a eu la vague Mitterrand, l'espoir en ce socialisme démocratique. Et avec le recul, ce que l'on sait de l'homme et tout compte fait l'échec de ce changement incite aussi les intellectuels à la réserve.

La presse de droite et les intellectuels de droite rappellent les échecs de cet engagement et développent l'idée que la place de l'intellectuel n'est pas dans la pétition et la prise de position. « Pense et tais-toi ». En même temps, les intellectuels, les artistes ressentent douloureusement non seulement le cadre matériel dans lequel ils se trouvent placés mais aussi le fait que fort souvent ils sont dépossédés de la finalité de leur activité : recherche et création. Rien n'est pire pour des artistes que de devoir marchander, modifier leurs projets pour avoir des subventions ou trouver l'aide nécessaire à leurs réalisations. Ils ont souvent, à juste titre, le sentiment d'un énorme gâchis qui touche le cœur même de leur existence.

J'ai envie de leur dire : jusqu'à quand ce capitalisme arrogant, pervers, cruel, devra-t-il aller avant que reprenne la grande intervention du monde intellectuel dans un combat pour un nouveau socialisme ?

Patronat

Unité de la classe ou division ?

Des échos étouffés parviennent de ce qui se passe dans le monde patronal.

Les capitalistes, avec leur différence et contradictions, présentent un front uni face aux revendications des salariés.

Cela ne veut pas dire un alignement au cor-deau. Loin de là. Il y a des différences d'intérêt et des différences idéologiques.

Il y a toujours eu un patronat chrétien, des ultra libéraux et aussi des gens de gauche.

Il y a le patron qui aime son pays, voir le rassemblement autour de de Gaulle et une partie de son entourage.

Et il y a ceux qui, avec arrogance, mènent une bataille idéologique effrénée.

Je ne puis m'empêcher de faire référence à la terrible phrase de Laurence Parisot. « La vie est précaire, l'amour est précaire. Pourquoi le travail ne le serait pas ». Et de rayer ainsi d'un mot un siècle de luttes de classe.

L'exaspération d'une partie du patronat, celui qui n'est pas engagé dans la grande aventure financière est connue. La perte de tout sentiment d'appartenance des opérateurs financiers, leurs salaires exorbitants, les stock-options, la liquidation sans état d'âmes d'entreprises rentables, leur refus de donner un seul sou à des investissements utiles alors qu'ils engagent des milliards dans des aventures qui se révèlent catastrophiques, leur mépris du talent et du travail provoquent les plus grandes interrogations chez des patrons classiques et qui se savent talentueux et utiles.

Quelque chose qui paraît s'apparenter à un rapprochement avec les besoins de transformation sociale s'ébauche peut-être.

En tout cas, mérite d'être étudié. D'autant que les plus politisés des patrons savent très bien que les échecs des pays socialistes, d'ail-

leurs intégrés dans la pensée des communistes, montrent que le patronat qui travaille a beaucoup d'avenir et que la société en a besoin durablement, y compris en rapport avec les plus grandes transformations sociales.

Je pense ici aux PME.

Curieusement et contradictoirement, c'est plutôt du côté des marchés financiers et de leurs patrons, que la transformation du patronat en sous-traitants et serviteurs pris à la gorge en permanence, que se trouve la menace. Curieusement, c'est le grand capital qui transforme la masse des patrons en simples fonctionnaires des rendements d'un capital dont ils deviennent un simple rouage.

En conclusion, étant donné le mouvement des classes sociales, je pense qu'actuellement mûrit la possibilité de rassembler en un front commun des forces massivement majoritaires pour les transformations qui changent la vie et la société.

Et pour un communiste, la façon dont son parti peut travailler en ce sens est une des grandes questions posée car le rapport entre un tel mouvement et l'unité des forces politiques me semble être la véritable clé d'entrée de la nouvelle situation.

La guerre des idées : une réalité

Le mot est lâché. Il n'y a pas que la guerre économique, il y a aussi la guerre idéologique. Il y a un moment déjà les communistes avaient utilisé le mot. Ils y ont renoncé pour sa consonance guerrière. Mais voici le mot de retour dans le langage politique. Inutile de tourner autour du pot, le bloc des idées dominantes qui maintient la société actuelle et cherche à la pérenniser est bien l'objet d'une bataille quotidienne.

Il est nécessaire de considérer la chose dans sa réalité et son importance. Sans naïveté.

Le combat d'idées, c'est comme le reste, ça marche par phases, ça se construit, ça vit, ça bouge, ça mobilise des intelligences. Et cache d'immenses intérêts.

L'échec du socialisme dans les années 70/80 a ouvert un boulevard à l'idéologie dominante. Jusque-là, le capitalisme s'avancait masqué, derrière les mots de « monde libre ». Le mot de liberté était sa force.

Mais depuis le capitalisme est apparu en majesté, comme le Christ sur le porche des églises romanes.

« Vous voyez bien que tout ce qui a été essayé ne marche pas. En plus tout autre système a produit des horreurs. Ce qui marche, c'est le capi-

talisme, le marché libre, les capitaux libres, l'initiative des individus, les barrières nationales et étatiques ouvertes, etc. ».

Ces idées se sont répandues et ont occupé tout le champ idéologique.

D'une part, parce qu'elles donnaient un fondement théorique, de bon sens, aux intérêts capitalistes du monde entier dans la course à l'exploitation des travailleurs et des peuples.

D'autre part, parce qu'a été mis en place un formidable appareil de création idéologique et de luttes.

Bref, la restauration du capitalisme comme valeur suprême vient de déferler sur le monde pendant 20/30 ans.

Ici quelques mots sur les bases matérielles et humaines de cette déferlante.

Les experts, les spécialistes, les clubs ont joué et jouent un grand rôle par-dessus les partis politiques et les médias qu'ils phagocytent.

Pendant la guerre froide, il y avait un club célèbre, la Trilatérale. Des hommes politiques et de nombreux intellectuels en faisaient partie. Ils ont pratiquement piloté l'idéologie pendant la guerre froide. Parmi eux, Henry Kissinger, Raymond Barre, Patrick Devedjian, Laurent Fabius...

Au nombre des thèmes abordés, celui des Droits de l'homme a constitué une arme redoutable parce qu'ils combattaient les pays socialistes sur le point sensible où ils avaient failli.

L'idéologie dominante est toujours produite naturellement par des intellectuels qui lui donnent cohérence, force, authenticité et rayonnement.

Mais ils sont en permanence l'objet d'une confrontation, d'un peaufinage, d'une vérification de leur efficacité, d'une sélection des meilleurs porte-parole et créateurs.

Il y a bien une guerre des mots et des grilles de lecture.

L'Université, les grandes écoles sont saturées d'idéologie qui se présentent comme des évidences.

Il serait absurde de penser que tout vient d'un centre organisé, d'un complot. C'est complexe, concurrentiel, ramifié et intelligent. Une parenté de l'élite se construit, toutes divergences politiques mises à part.

La circulation des idées, des arguments, des réactions se fait comme de soi, entre personnes qui se connaissent, se fréquentent, ont une haute opinion d'eux-mêmes et constituent en quelque sorte un parti au-dessus des partis.

Sinon comment expliquer de quelle façon, sans directive, les médias produisent au même moment les mêmes idées ?

J'observe parfois la télévision ou j'écoute la radio, après avoir lu les journaux nationaux... Incroyable. Comme si il y avait un chef d'orchestre. En fait, il n'y en a pas. Il est intégré au fond commun des présentateurs.

Et puis la sélection des journalistes se fait de loin.

Il y a aussi à dire un mot sur une curiosité idéologique française : le décalage dans le temps.

La plus ancienne période d'expansion des idées libérales vient des États-Unis et de Grande Bretagne. Et c'est au moment où elles

sont en difficulté, qu'en France, Sarkozy les met en œuvre, en grand. Le libéralisme est en crise et le président de la République, comme Berlusconi en Italie, se trouvent en quelque sorte obligés d'imposer au peuple une politique qui du fait de la crise actuelle a perdu sa force de conviction mondiale.

Par exemple, le projet de privatisation de La Poste – énorme projet qui concerne 200 000 salariés – rencontre une opposition proportionnelle à l'air du temps actuel qui va plutôt vers la consolidation du service public.

L'idéologie dominante sur la défensive Les temps changent

Beaucoup de signes montrent que l'idéologie dominante entre en crise en rapport avec la crise économique et sociale.

Certes, il n'y a pas de relations mécaniques, mais les crises s'alimentent.

Il y a beaucoup d'intérêt à se livrer à une étude du front des idées.

Nous ne le faisons pas assez.

La force de l'offensive de l'idéologie dominante que nous venons de vivre, que nous vivons encore, est évidente.

Elle a des moyens, des relais, une organisation comme probablement aucune société ne l'avait eue dans le passé. Pourtant elle s'épuise.

À noter que les pays de l'Est avaient aussi ces moyens et se sont pourtant effondrés. Donc moyens et relais ne suffisent pas. Il faut une cohérence, des idées, une conception du monde installée dans le peuple.

Pour l'instant la grille de lecture du capitalisme mondialisé reste dominante parmi les élites comme dans le peuple. Deux phrases me hantent. La première que j'ai trouvée dans un article de *Télérama* « Nous vivons un hiver de la pensée critique ». L'autre, dans une interview de *l'Humanité* « Comment ont-ils réussi à nous voler le feu ? »

La grille de lecture me semble claire.

Dans les 20/30 dernières années les partisans du capitalisme viennent d'imposer à tout le mouvement progressiste, et particulièrement aux communistes, une longue période défensive. Cela vient même probablement de plus loin.

Tirant parti de l'échec du socialisme de l'Est à construire une société démocratique et développée, le capitalisme dont les illusions sur la mondialisation ont pris le dessus, fait sauter tous les obstacles idéologiques et pratiques au déploiement mondial des capitaux.

Alain Minc, qui n'en manque pas une, a parlé de « mondialisation heureuse ». L'idéologie capitaliste a pu occuper toute la place.

Cette période s'achève avec les échecs de toutes sortes. Le fond remonte et le bilan du capitalisme mondialisé met ses idées à son tour sur la défensive.

Cependant l'idéologie capitaliste reste forte, il ne faut pas la mésestimer. Et cela pour plusieurs raisons.

D'abord elle est là, installée, fonctionnant comme d'elle-même. Marx avait déjà expliqué que l'idéologie dominante est naturellement

celle de la classe dominante. Mille exemples le montrent.

D'autre part, l'enjeu est énorme. Tenant compte des progrès relatifs de la démocratie, du poids des élections, des Droits de l'homme, une politique au service des dominants ne réussit que si elle domine idéologiquement. Elle pèse :

Sur la masse du peuple et sur les travailleurs pour qu'ils s'investissent dans la production, les échanges, la vie de la société.

Sur la psychologie populaire pour que les victimes du système transforment leur échec social en échec de leur personne.

Sur les dominants eux-mêmes pour qu'ils se racontent des histoires et se persuadent que leur position dominante et celle de leurs enfants est légitime et respectable.

Ce qu'on appelle la bonne conscience.

En clair, selon Marx, dominants et dominés sont aliénés par l'idéologie que la société construit comme naturellement.

En allant plus profond, les hommes intègrent le monde comme il va, comme leur désir et leur volonté propre.

Ainsi ils résistent d'eux-mêmes, en profondeur, face aux critiques faites au système.

Mais la vie finit toujours par être la plus forte. On ne peut pas tromper tout le monde tout le temps. Le balancier du monde réel frappe toujours à la porte.

Il est revenu pour sortir du jeu le socialisme de l'Est, à la dérive. Il frappe aujourd'hui à nouveau un capitalisme poussé à bout par ses contradictions.

Les adversaires de ce système, les communistes certes, mais aussi des forces importantes du monde militant et intellectuel, sans compter ceux qui dans le monde luttent contre ses conséquences, peuvent à nouveau développer une critique forte et fondamentale de l'idéologie et de la politique dominante.

Les idées révolutionnaires toujours vivantes auront tendance à reprendre de la force. Je suis convaincu de ce changement de période.

À noter que les mots sont de retour.

D'ailleurs quand les idées bougent, les mots bougent. Parfois sans même qu'on s'en aperçoive. Mais c'est très important.

Le rapport entre les choses et les mots est connu. Souvent les choses existent sans les mots qui les désignent, mais quand on les désigne, ça a toujours du sens.

Ainsi capitalisme, crise, classe sociale, États, nations, etc.

Chose aussi notable voici, à nouveau, un nouveau retour de Marx.

Les publications, les textes, les références paraissent. Ainsi on peut lire dans des pages du journal *le Monde* qu'on ne peut comprendre la situation actuelle du capitalisme sans connaître la pensée de Marx.

Et l'auteur d'ajouter qu'il faut relire la brochure *salaires, prix et profits*. Un auteur dans un autre journal attire l'attention sur les trois brochures qui permettent encore aujourd'hui de comprendre la France : *Les Luttes de classe en France, Le 18 brumaire de Louis Napoléon Bonaparte, La Guerre civile en France*.

Dans *l'Humanité*, régulièrement, des économistes, communistes ou pas, débattent, des contributions sont publiées. Les débats idéologiques de fond sur le capitalisme sont de retour.

À mes yeux, c'est très important.

Les débats sur la crise du capitalisme actuel sont essentiels si on veut construire un mouvement du peuple pour le changement et créer les conditions d'une union qui s'attaque aux causes.

Au moment où « la superbe » du capitalisme s'effrite, où se multiplient ses échecs, ce serait une erreur de passer par-dessus les constats et explications pour aller directement aux solutions, aux propositions, au programme.

Un programme de changement à la hauteur des problèmes posés, ne convainc vraiment, que si les ressorts, les causes de la situation sont compris ou approchés.

Sinon, spontanément, les réponses seront toujours du domaine du moindre mal.

Et donc de l'échec.

Un mot encore à ce propos. Dans les débats on entend : mais le peuple n'y comprend rien, ce sont des affaires d'intellectuels. Ce n'est pas vrai. Les peuples, les travailleurs comprennent très bien quand les problèmes sont posés clairement. C'est quand ça cafouille et qu'on contourne les problèmes que le silence se fait et que la crise de confiance s'installe.

De toute façon, dans un pays comme la France, il y a des millions de gens politisés et des centaines de milliers de gens qui militent politiquement, syndicalement et dans l'immense mouvement associatif.

Quand le débat est clair, ils sentent les choses, même les nuances.

Et ça se voit. Ne jamais oublier le NON au référendum.

Affronter les idoles pour les faire tomber

Dans la campagne présidentielle, Sarkozy a fait référence au dirigeant communiste italien assassiné par Mussolini, Gramsci et à la fameuse idée de l'hégémonie. C'est à dire le fait que les idées traversent toute la société et en constituent le ciment et le liant. Gramsci considérait qu'il ne fallait pas seulement ou forcément conquérir l'État et le pouvoir politique, mais chercher à rendre dominantes les idées révolutionnaires. Il fixait comme objectif au Parti communiste italien de conquérir cette hégémonie. Maniant cet exemple à sa façon, Sarkozy a mené une campagne idéologique et démagogique.

Ce n'est pas rien de dire à des travailleurs en bleu dans leurs entreprises, toutes télévisions relayant : « Je m'adresse à la France qui souffre, celle qui se lève tôt et qui aime l'industrie ».

Or la France qui se lève tôt, souffre et aime l'industrie, en prend plein la tête et se pose beaucoup de questions.

Quand le président de la République, ami des patrons et des milliardaires, décide de « taxer le capital pour payer le revenu d'insertion » – ce sont les mots exacts de la presse – ce qui est essentiel, c'est le titre de *l'Humanité* du lendemain : Taxer le capital, chiche !

Oui chiche, juguler la libre circulation des capitaux.

Ce petit échange montre qu'il y a toutes les conditions pour passer de la défensive d'une longue période à l'offensive sur le plan des idées.

J'aspire à cet affrontement avec l'idéologie d'en face.

Toutes les conditions existent pour parler clair et sur le fond aux ouvriers, aux salariés, aux classes moyennes, à la partie du patronat indignée par les orgies du capital et très fortement aux intellectuels.

Il faut contribuer au réveil de la pensée critique. Elle est d'ailleurs déjà en marche en profondeur.

Ce n'est pas de loin la seule fonction du Parti communiste. Mais elle est capitale pour la suite du mouvement de la société.

Cette bataille des idées avec les moyens et l'énergie qu'elle suppose est certainement un des objectifs prioritaires pour le Parti communiste.

Elle conditionne dans une grande mesure l'avenir d'un mouvement majoritaire et unitaire pour le changement. Elle conditionne aussi l'avenir du parti lui-même dont la fonction est d'être au cœur de cette bataille.

Cette bataille permet d'ouvrir sur des bases nouvelles le débat sur le procès du capitalisme, avec l'intelligence d'une argumentation et au nom de l'avenir des sociétés humaines.

C'est difficile ? Oui et non.

Oui par évidence. Et non car des attentes importantes de radicalité et de clarté existent dans le monde du travail, de la création et de la jeunesse.

Ce combat n'isole pas le Parti communiste.
C'est sa fonction. Il lui donne sa cohérence,
sa stature, son authenticité et de la force mili-
tante et politique.

Une remarque ici sur les attentes de la so-
ciété.

Il y a une grande angoisse perceptible dans
le peuple. Angoisse devant la marche des af-
faires du monde. Angoisse devant l'avenir de la
planète. Angoisse devant la vie et l'avenir de
chacun.

Un monde fou.

Le sentiment existe et se répand que
quelque chose de très grave et très profond est
en marche.

Les puissants et les riches donnent l'impres-
sion de danser sur un volcan.

Après eux le déluge.

Les malins se faufilent en espérant être de la
fête.

D'autres rentrent la tête dans les épaules.

Des millions et des millions de gens obser-
vent.

Le sentiment que personne ne parle clair
nourrit la crise politique.

Être celui et celle qui parle clair – c'est le
rôle du Parti communiste.

Parlons d'histoire

Dans l'affrontement des idées, l'expérience
de l'URSS et des pays de l'Est est un élément
très important, toujours présent en arrière plan
et utilisé de façon virulente ou subtile par
toutes les forces qui veulent préserver le sys-

tème capitaliste. C'est un missile à têtes multiples. On dit aux mécontents « d'accord nous, c'est pas brillant, mais là-bas c'était pire ». C'est aussi une opération anti espoir. La plupart du temps l'objectif n'est pas de prendre la mesure historique et humaine du drame, mais de refermer sèchement toute perspective de changements.

Dite ou non dite, la chose est toujours là.

Évidemment il ne s'agit pas d'être en permanence en polémique sur cette question, ce serait rendre service aux partisans du système. D'ailleurs beaucoup de gens sont lucides sur cette opération camouflage.

Mais pour les communistes et pour la partie la plus avancée du peuple il faut mettre les choses au clair.

Les communistes refusent de porter tous les péchés du monde. Ils sont prêts au débat avec absolument toutes les forces politiques démocratiques sur leur rôle et leurs luttes.

Mais il est aussi normal et indispensable qu'ils réfléchissent à l'histoire et au rôle joué pour le meilleur et le pire par l'Union soviétique et les pays de l'Est au siècle écoulé. D'où le point de vue qui va suivre, point de vue personnel sur cette question.

Je le développe de façon assez longue car il me semble que des militants de ma génération ont des choses à dire et doivent les soumettre aux débats.

Parlons d'Histoire

L'intérêt pour l'histoire ne se dément pas dans notre pays. Les anniversaires, les événements, les sorties de films, tout est occasion d'émissions de télévision, de numéros de revues et d'articles. Tout fait intérêt. Tant mieux.

Un peuple qui ne s'intéresse pas à l'histoire a des problèmes avec l'avenir.

Dans ce cadre, l'histoire du Parti communiste est toujours un objet chaud.

Il intéresse beaucoup. Comme le montre l'étonnant succès du documentaire *Camarades* passé cinq fois en trois ans à la télévision et du film d'Yves Jeuland sur Georges Marchais,

Mais le plus souvent les articles sont hostiles, et le parti pris parfois scandaleux.

Chez certains commentateurs c'est obsessionnel, mais la bataille pour l'histoire fait aussi partie du combat politique.

Les peuples ont besoin d'histoire, ils la déconstruisent, la reconstruisent, ils reviennent sur les moments héroïques et valorisants, les échecs et les trahisons.

Pour les partisans du système actuel, enfermer le Parti communiste du côté sombre de l'histoire est un enjeu important. Le délégitimer c'est soulager la droite de ses turpitudes, et le Parti socialiste de ses côtés peu reluisants.

On ne demande des comptes qu'au Parti

communiste. Pourtant, pourquoi pas à la droite dont la majorité a soutenu Pétain et Laval, fermé les yeux sur les fusillades de Résistants et les mesures anti-juives ? Elle a même réclamé la mort de de Gaulle. La droite a adulé Franco, hurlé de joie après Munich, livré la Tchécoslovaquie à Hitler et déshonoré la France dans les guerres coloniales.

Et pourquoi pas au Parti socialiste qui a signé la mort du Front populaire en pratiquant la non intervention en Espagne contre Franco et dont les ministres – et pas les moindres – ont participé aux gouvernements qui ont mené les guerres coloniales.

Le procès permanent qui leur est fait est une injure aux communistes, aux générations de militants qui ont honoré notre pays. Ceux de février 1934 contre le fascisme, ceux du Front populaire, ceux de la Résistance et de l'insurrection de 1944. Ceux qui ont mené campagne contre la guerre d'Indochine avec Henri Martin et Raymonde Dien, et la guerre d'Algérie avec Henri Alleg. Et aussi les militants syndicaux de toutes les luttes sociales, ceux du Secours Populaire et des Restos du Cœur et tous les connus et inconnus, élus et militants du combat quotidien. Et aussi Aragon, Picasso et Éluard. Et aussi Sartre qui n'était pas communiste, et qui a souvent rompu des lances avec eux, mais qui ne voulait pas « désespérer Billancourt ».

Oui, ras le bol de cette campagne lancinante qui tait le plus souvent les crimes effrayants du capitalisme du XX^e siècle, les deux guerres mondiales à l'initiative de la France et de l'Angleterre

pour la Première, de l'Allemagne, du Japon et de l'Italie pour la Deuxième – tous pays capitalistes –. Et les grandes crises économiques, et le colonialisme, et Hiroshima et Nagasaki, choix délibéré des États-Unis puisque l'on sait maintenant qu'il n'était pas nécessaire à l'écrasement final du Japon.

Ras le bol que se concentrent sur les communistes et seulement sur eux, des critiques, des railleries et parfois de la haine.

Je reviendrai plus loin sur l'Union soviétique et les pays de l'Est.

Cette critique unilatérale et systématique vise à discréditer l'idée de révolution dont les communistes sont censés être les défenseurs. Cette révolution est souvent appréhendée comme porteuse d'une violente inhumanité. Pour y arriver on mélange souvent des faits vrais – hélas – avec d'autres qui ne le sont pas et on tire des conclusions qui ont une apparence de vérité.

Il faut regarder les choses telles qu'elles furent. Avec leur grandeur et leurs limites. Et il faut rechercher le débat historique. C'est un atout et un signe de sérieux aux yeux du peuple et des intellectuels. Cette bataille n'est pas contournable. Toute analyse objective du passé éclaire le présent et prépare l'avenir.

Je pense aujourd'hui à l'erreur dramatique de quelques communistes qui ont demandé à l'occupant nazi en 1940 de faire reparaître *l'Humanité*. L'affaire dura un mois ou deux, selon les sources, et fut récusée. Il est légitime pour un historien de s'occuper de cet épisode et d'en examiner les tenants et les aboutissants. Cela inté-

resse tout le monde et en premier lieu les communistes, mais cela ne peut permettre de ramener leur activité pendant l'occupation à cette seule affaire.

Si le Parti communiste avait autant de péchés que ceux qu'on lui attribue, il n'aurait pas mérité de vivre et le peuple de France serait passé à autre chose. Autre chose qui ne réglerait rien comme on le voit dans le désastre du mouvement ouvrier et révolutionnaire en Italie. L'Italie où il y avait le plus grand parti d'Europe occidentale, plus influent et nombreux que le Parti communiste français. Pas besoin d'en rajouter...

Il faut ajouter que pour les plus jeunes qui souvent à l'école se trouvent devant un tableau historique déformé, ce débat est encore plus nécessaire. Si nous ne le menons pas, nous participons d'un trou noir, qui comme ceux de l'espace ne se voient pas mais sont toujours présents.

On ne peut pas honorer Guy Môcquet, prendre le métro place du Colonel Fabien, Charonne ou Charles Michel, acheter son pain place Henri Krasucki, rue du groupe Manouchian ou Jean-Pierre Timbaud, aller au cinéma place Rol Tanguy, passer devant des milliers de plaques dans tout le pays ou lire *la Question* d'Henri Alleg comme je l'ai vu récemment dans le métro, et dire n'importe quoi sur le Parti communiste.

Je signale au passage que personne dans ce pays ou presque, n'a osé débaptiser les rues, les places ou le métro Stalingrad. Ce qui mérite réflexion.

Il est illusoire de penser qu'en changeant le nom du parti on s'allègera de problèmes péni-

bles. Il faut faire confiance au travail historique. Interroger notre passé, en accepter les leçons et ainsi devenir mieux ce que nous voulons être. Sans confusion ni honte.

L'Union soviétique et les pays de l'Est

Staline est mort en 1953, il y a 55 ans. Et un jeune dirigeant communiste m'a fait remarquer qu'il n'était pas né, et son père non plus.

Le mur de Berlin est tombé en 1989, il y a 20 ans.

Donc la tentation est forte chez les communistes de dire à leurs interlocuteurs : « Vous me cassez les pieds. Parlez-moi de la crise du capitalisme, de la guerre en l'Irak et des enfants d'Afrique qui meurent de faim victimes de la spéculation ».

En même temps nous sommes communistes. Et nous interroger sur l'URSS, les pays de l'Est, le stalinisme, n'est pas anormal. Pour nous aussi, comprendre cette période n'est pas si simple. Après tout, deux siècles après la Révolution française on apprend toujours des choses, et on s'étripe entre chercheurs. Pourquoi pas à propos de ce qui a été un événement majeur du XX^e siècle ?

Les communistes ont défendu passionnément cette révolution pour des raisons politiques fortes et avec l'espoir fou que là-bas se construisait un monde nouveau.

En quoi nous sommes nous trompés ?

Qu'est-ce qui s'est passé et pourquoi ce terrible échec si coûteux pour ces peuples et pour le combat mondial pour le socialisme ?

L'incroyable dérive et les crimes de masse odieux, les millions de morts au nom du communisme sont une catastrophe historique.

Et pas seulement pour les communistes mais aussi pour les peuples concernés et pour l'ensemble du mouvement progressiste mondial. Il faut y réfléchir si l'on veut changer la société humaine. Et ne pas cacher que les communistes sont parmi ceux qui ont le plus souffert de ce qui s'est passé en leur nom.

Essai de comprendre

On ne comprend rien sur le regard que le monde – je dis bien le monde et pas seulement les communistes – a porté sur l'Union soviétique si on n'embrasse pas l'ensemble du XX^e siècle. Si on fait comme si quelque part, dans un coin, il y avait des méchants Soviétiques dans un monde de paix, de splendeur et de calme alors que le XX^e siècle n'a été que bruits et fureurs, espoirs fous et tragédies.

Siècle dur. Un des plus durs de l'histoire humaine mais aussi siècle de créativité inouïes. Certainement comme jamais l'homme n'en avait rêvé.

Me reviennent ces mots de Nazim Hikmet « Mon siècle misérable et scandaleux – mon siècle courageux, grand et héroïque – je n'ai jamais regretté d'être venu trop tôt au monde ».

C'est pour cela qu'il y a plusieurs histoires possibles.

Deux guerres mondiales. 15 et 60 millions de morts.

Des génocides, les Arméniens et les Juifs. Et Auschwitz.

Guerres coloniales impitoyables. Tortures et napalm.

Et Hiroshima et Nagasaki.

Et cette révolution en Russie en 1917 qui s'est voulue le début de la libération humaine.

Et après la seconde guerre mondiale, la Révolution chinoise, l'accès à l'indépendance de l'Inde, du Vietnam, de l'Algérie. Et Fidel Castro à la Havane.

Et des événements qui en leur temps furent énormes.

La nationalisation du canal de Suez par Nasser.

Et des crimes de masse comme l'assassinat de trois millions de communistes indonésiens sur inspiration des États-Unis. Dans l'autre sens, l'assassinat de millions de Cambodgiens par des gens qui se prétendaient communistes. Et les États-Unis qui quittent en catastrophe le Vietnam après l'avoir passé au napalm.

Dans ce même temps : essor des économies mondiales, productivité du travail, découvertes scientifiques, médicales, généralisation de la radio, de la télévision, du téléphone.

Une autre façon de vivre. Et une ancienne façon de mourir de faim.

Et la musique : Bernstein, Poulenc, Chostakovitch et révolution dans la peinture : Picasso, Braque, Cézanne.

Mondialisation des échanges, l'avion, les navires géants, les trains à grande vitesse, et des automobiles partout.

C'est pour cela qu'il est si difficile de faire une histoire globale de ce siècle, de tirer le bon fil. Et c'est pourquoi on ne peut traiter de

l'Union soviétique, des pays de l'Est européen séparément des événements de ce siècle, de ses grandeurs et de ses tragédies. Je ne connais que le livre du marxiste anglais Hobsbawm qui me semble avoir dressé un tableau intelligible de ce « Court XX^e siècle ».

Comment je vois les choses

D'abord cette remarque de Moshe Lewin, historien américain, auteur du *Siècle soviétique*. « À en croire les manuels d'histoire, les 74 années d'Union soviétique se résumeraient à une sombre histoire d'espions et de flics au service du goulag. C'est à se demander comment l'expérience du communisme, en premier lieu en URSS, a pu incarner un espoir pour des centaines de millions d'hommes à travers le monde tout au long du XX^e siècle ».

Je pense que cette remarque pose la question des questions.

On se trouve devant un courant mondial qui couvre quasiment tous les pays du monde et pendant trois quarts de siècles.

De la même façon que l'Europe progressiste du XVIII^e siècle tourna ses regards vers la grande Révolution française, le monde du XX^e siècle a tourné ses regards vers la Révolution russe de 1917 et l'Union soviétique. Dans le monde entier des partis, des peuples, des intellectuels ont défendu l'Union soviétique.

Il y a eu en vérité une phase historique pendant laquelle a eu lieu un face-à-face entre deux systèmes : le capitalisme dépassé et le socialisme en construction. C'était notre vision. « Le passé

et l'avenir », c'est ainsi que semblaient les choses à des centaines de millions de personnes. Et aux communistes du monde entier.

C'est un fait avéré qu'à plusieurs moments de cette histoire, c'est le capitalisme qui s'est trouvé en position défensive.

À certains moments, les deux systèmes firent alliance, comme contre le fascisme de Hitler. À d'autres, ils furent à deux doigts de l'affrontement nucléaire comme pendant la guerre froide des années 50.

Le plus souvent, il s'agissait d'une coexistence de fait plus ou moins pacifique. Mais quasiment jamais plus qu'une paix armée.

Nombre de commentateurs non suspects de sympathie pour l'URSS pensent que durant toute son existence elle fut hantée par l'isolement et la crainte devant le capitalisme, sa puissance, sa créativité. Ce qui renforça sans cesse en URSS les partisans du pire, comme dans une citadelle assiégée et provoqua une course permanente aux armements.

Engrenage fatal qui contribua à dénaturer le socialisme dans sa nature même, ses principes les plus essentiels. Ce n'est pas par les armes que l'Union soviétique et les pays socialistes de l'Est furent détruits, mais par une défaite politique dans leur propre peuple.

Cet échec traduit donc des problèmes de fond que les partisans d'un nouveau socialisme doivent regarder en face.

Avant de parler de cette question, la dénaturation complète du socialisme, quelques mots du Parti communiste.

Le Parti communiste français et ses militants très massivement, et moi aussi naturellement, nous nous sommes sentis proches de cette révolution et reconnaissants à l'Union soviétique et aux pays socialistes de leur rôle dans le monde. Nous avons le sentiment que l'universel était en marche.

Nous avons eu la réaction de Goethe devant la Révolution française. Il se disait avoir deux patries. L'Allemagne qui l'avait vue naître et la France de la révolution.

Nous avons longtemps pensé que vaille que vaille l'URSS en finirait avec la restriction des libertés et avancerait vers une démocratie socialiste, surtout évidemment dans la dernière période.

Nous avons nettement et publiquement critiqué les atteintes aux libertés. Mais certainement pas avec assez d'énergie et de continuité.

Après l'erreur historique et inacceptable de l'occupation de Prague en 1968, il aurait fallu ouvrir un débat politique sur l'avenir du socialisme. Je le dis aujourd'hui. À l'époque j'ai pensé que notre désaccord public était déjà un pas en avant.

Nous avons aussi pensé que les pays socialistes sortiraient des difficultés visibles à assurer un niveau de vie élevé à leur peuple. J'ajoute que nous avons affirmé pendant des dizaines d'années que le modèle soviétique de révolution et de développement n'était pas un modèle pour la France. Ce point de vue était majoritaire dans les partis communistes de l'Ouest européen.

Notre point de vue sur l'URSS a été partagé par des millions de personnes, communistes ou pas. Et des intellectuels parmi les plus grands partageaient un regard favorable sur cette société. En la critiquant certes.

Et le monde a accueilli avec enthousiasme la Révolution chinoise.

Tout cela concerne une époque vitale du XX^e siècle.

La traiter avec mépris comme une parenthèse historique refermée, une simple hérésie, une manipulation par quelques dirigeants ou comme une sorte d'enfer dans un monde miséricordieux, dirigé par les États-Unis et les pays occidentaux est un peu court.

Il faut donc, et plus encore pour les communistes, traiter cette période avec honnêteté intellectuelle.

Que s'est-il passé ?

Pourquoi ?

Qu'est-ce qu'a voulu dire la société humaine si large en soutenant l'Union soviétique ?

Pourquoi cet échec ?

François Furet lui-même, a dit un jour cette chose énorme venant de lui : « *N'empêche que la question du communisme reste posée* ».

Et s'agissant de nous-mêmes, nous savons bien les raisons qui nous ont poussé à soutenir l'Union soviétique. Mais pourquoi cette grande illusion sur la situation réelle et pourquoi cette cécité ? Et quel est le bilan de cette période ? Est-ce qu'on efface tout et recommence à zéro ? Je ne le pense pas.

Pour un communiste, s'essayer avec les bi-

lans historiques a souvent tourné à la catastrophe. Je pense au « bilan globalement positif ». Mais on peut essayer de faire le point.

La Révolution d'Octobre 1917 a été, en pleine première guerre mondiale, un appel entendu dans le monde entier et d'abord par les socialistes et les intellectuels.

Il en est né des partis communistes dans presque tous les pays. En France, le congrès socialiste de Tours en 1920 a décidé l'adhésion à l'Internationale communiste par les trois quarts des mandats. Les conditions d'adhésion de l'époque à l'Internationale communiste étaient tout simplement la préparation à la révolution.

La Révolution et les premières années de l'Union soviétique ont retenti comme un appel à la lutte contre le capitalisme, une déclaration de paix au monde et ont marqué, bien que dans d'énormes contradictions, la résistance au fascisme. Le rôle capital de l'Union soviétique dans la victoire sur Hitler a donné à l'URSS une autorité mondiale aux côtés des États-Unis. Au passage, Staline a donné un coup de main à de Gaulle pour que la France devienne un des quatre grands. On peut penser que les Fronts populaires, les mouvements de libération des peuples coloniaux et le fait qu'une guerre atomique n'ait pas éclaté sont à mettre au compte du rôle politique et du prestige que l'Union soviétique avait acquis pendant toute cette période.

Impossible de nier cela.

Les exploités du monde avaient le sentiment d'avoir quelque part un appui et j'ai envie

d'ajouter que nombre de juifs pensent que sans Stalingrad et la suite ils auraient péri jusqu'au dernier.

Je pense aussi parfois que l'existence de l'URSS et du monde socialiste de l'époque a plus apporté aux peuples du monde qu'à ses propres enfants.

L'Union soviétique, tel Janus, avait deux visages, et comme un double obscur. Ce qui est devenu éclatant avec le rapport Krouchtchev de 1956, *l'Archipel du goulag* de Soljenitsyne et confirmé de façon effrayante par l'ouverture des archives.

Les procès, les camps, les millions de morts d'épuisement, d'exaction, de travail forcé et de faim, la censure, le rôle assigné aux écrivains et artistes ont brisé l'élan créateur qui avait suivi la Révolution. L'exécution de milliers de militants et dirigeants invraisemblablement accusés de trahison ou de déviation... Tout cela marque à jamais ce moment de l'histoire. Ce fut ainsi. Les révolutions socialistes ont changé la face du monde et se sont autodétruites du même mouvement. Il faut tirer leçon de cela.

Après la mort de Staline, l'époque de Khrouchtchev, de Brejnev, de Gorbatchev n'ont plus rien à voir. La criminalité d'État s'achève. La guerre froide recule. C'est une autre période. Et pourtant le grand élan de société ne se produit pas. Et tout s'affaisse comme miné irrémédiablement par l'impuissance à déboucher sur une nouvelle société.

Ce que nous avons appris...

On ne peut pas changer la société par en haut, par un parti unique qui n'étant pas contesté ni menacé se transforme forcément en machine autoritaire.

Pour réussir, il faut un mouvement populaire, politique, conscient. Il faut des libertés politiques, le pluralisme, la liberté de la presse, la légitimité donnée par des élections libres. Sinon la révolution se dessèche.

Tout cela n'est pas simple. Il est facile de l'écrire dans un bureau.

Chaque peuple cherche son chemin.

Mais il faut le savoir, l'histoire a tranché dans le sens d'un nouveau socialisme fondamentalement démocratique.

Pour finir, ce qu'il y a de plus terrible pour le Parti communiste, c'est que cette réflexion était en germe dans tous les débats du parti et à toutes les époques de son histoire. Des femmes, des hommes, des militants, des intellectuels ont mis le doigt sur cette question. Je cite : Prenant, Lefebvre, Garaudy, Althusser, j'ajoute aussi Fiszbin pour plusieurs des questions posées. Nous n'avons pas su ou pas voulu ou pas pu pousser ces débats ou même ces affrontements d'une façon naturelle. Cette culture-là, dont l'absence nous a fait tant de mal, nous sommes en train de l'acquérir au moins aussi bien que ceux qui nous jettent sans cesse à la face l'Union soviétique.

Tout cela n'est pas que de la vieille histoire. C'est notre histoire. Avec ses combats courageux et clairvoyants mais aussi ses limites et ses erreurs. Et c'est une grande leçon de la vie.

Ne pas tricher avec le passé, en faire profit pour sa grandeur et ses erreurs. Si les communistes le font avec sincérité, ce sera plutôt un avantage, un gage qu'on peut compter sur eux, un signe d'honnêteté intellectuelle. Je suis pour traiter de notre histoire de cette façon.

Perspectives, Projet, Programme

La question du programme, de l'issue, se trouve au cœur des débats politiques. L'écart entre les moyens réels dont disposent les humains et les drames de toute sorte provoqués par la crise est énorme.

On peut dire insensé. Tant de richesse et de milliards gâchés. Avec le coût d'une semaine de guerre en Irak des pays entiers pourraient décoller.

Or toute sortie de la situation semble bloquée.

Résistance forcenée des classes dirigeantes, guerre idéologique incessante et échec des expériences de changement, présents dans les mémoires forment le fond d'une situation qui semble sans issue.

Et pourtant.

Pour prendre une image peut-être un peu usée, un extra-terrestre débarquant sur la Terre et observant ce désordre penserait que les terriens sont fous à lier.

En vérité, pour les communistes et beaucoup de personnes, l'heure serait plutôt à la révolution qu'à l'immobilisme. Une révolution qui mette les choses en place selon la raison.

Il faut maintenant réussir ce qui a échoué au siècle dernier. L'enjeu est à ce niveau.

C'est le développement humain sur la planète, et dans chaque pays, naturellement, qui doit être le cœur et l'objectif des sociétés humaines. Et non l'idéologie de l'argent roi venue des temps obscurs. Utopie ?

Oui et non.

Oui, mais qu'a-t-on jamais fait de grand sinon à partir d'espérances qui semblent être exagérées comme a dit un jour Victor Hugo ? Nous sommes créateurs d'utopies dénoncées comme telles, qui sont en réalité fondatrices de la vie de demain.

Du point de vue du programme, le travail du Parti communiste pour son congrès de décembre 2008 est important.

Je souhaite m'y joindre par des réflexions de caractère très général.

Le cœur du problème, la crise du capitalisme mondialisé

On ne peut pas laisser les capitaux se fixer librement ou se retirer selon des choix de rentabilité à courte vue.

On ne peut pas laisser les marchandises en va et vient, absurdes selon des contrats au coup par coup.

On ne peut pas laisser détruire des économies de subsistance pour favoriser des géants de l'agro alimentaire.

On ne peut pas laisser détruire des bases industrielles issues profondément du travail et du génie d'un peuple pour aller chercher l'équivalent là où les salaires sont inférieurs.

On ne peut pas laisser entre les mains des fonds spéculatifs la nourriture, l'eau, l'intelligence humaine, les biens communs de l'humanité.

On ne peut pas laisser le principe de « concurrence libre et non faussée » régir les affaires du monde.

Les États doivent pouvoir librement maintenir ou reconquérir leur autonomie de décision. Et leur choix d'intégration à l'économie régionale ou mondiale.

Aucune instance internationale n'a le droit de contraindre un peuple à accepter des décisions qu'il considère contraires à son intérêt et à son histoire. Ni par la guerre, ni par le chantage économique.

On ne peut pas admettre l'existence de paradis fiscaux et de zones de non droit international qui brassent chaque année des sommes inimaginables, des milliers de milliards d'euros. Ce sont de véritables cavernes du banditisme, lieux de blanchissage de l'argent de la drogue, de la prostitution, du commerce des armes. Et de dissimulations frauduleuses des profits du capital.

Nul ne pense qu'on puisse régler ces questions historiques d'un coup d'épée.

Mais on ne peut pas non plus mentir au peuple et lui faire croire qu'on peut changer grand chose sans s'attaquer à ces bastilles-là.

Il faut donc juger du sérieux de tout programme en rapport avec la clarté sur ces questions-là et les mesures réelles pour commencer à porter remède à ces maux qui sont les principaux maux de notre époque.

Cette pensée-là, cette bataille d'idées-là, doit être la marque de fabrique, l'une des marques de fabrique du Parti communiste et des forces qui lui sont comparables dans le monde.

C'est la tâche fondamentale des temps à venir. Il faut appeler les peuples à y réfléchir. Si l'idée est claire, les moyens d'avancer viendront. Il y faut des luttes, une volonté politique, des choix gouvernementaux, des lois, des taxes et impôts, des procédures judiciaires, une démarche mondiale, européenne, et nationale.

C'est d'abord une grande bataille politique qui met en accusation la cause des malheurs actuels du monde.

Etre armés de réflexions sur ces questions et d'une campagne de communication durable sur ces questions, c'est déjà agir.

Par exemple, une idée folle : la spéculation sur des produits de première nécessité comme les médicaments, l'alimentation, l'eau, devrait devenir un délit international.

Pourquoi ne pas créer un tribunal mondial pour crime économique contre l'humanité ?

Par exemple, et encore, le taux de profit annuel de 15 % réclamé par les fonds spéculatifs ne peut pas être produit par les activités ordinaires du capital. Ce taux de profit signifie forcément une criminalité économique quelque part. Pourquoi ne pas le déclarer illégal et confiscable à 100 % ?

Utopie peut-être, mais ce serait juste. L'évolution des idées sur la maîtrise des mouvements des capitaux est très rapide. Ainsi l'idée de la création d'un pôle public financier réunissant

des établissements bancaires ou financiers publics, mutualistes et coopératifs telles que la Caisse des dépôts et consignations, La Banque postale, les Caisses d'épargne, les banques populaires et intégrant les banques privées sauvées de la faillite par l'argent public, fait son chemin. Défendue par le Parti communiste et sa section économique et s'étendant chez les militants socialistes, à ATTAC et à la LCR, elle peut devenir un très grand objectif structurel.

Ainsi la mise en cause du système en son essence me semble convaincante sur le plan des idées et fondamentale pour construire des avancées de civilisation.

Réflexion sur les priorités des sociétés humaines

Tout le monde sait que les déséquilibres actuels entre les peuples ne peuvent plus continuer.

Quelles attributions massives de moyens la société mondiale doit-elle définir et attribuer en vue d'un rattrapage général visant à l'unité de l'humanité ?

Je ne parle pas de lutte contre la misère et la pauvreté, mais d'un rattrapage universel des conditions générales de vie de l'humanité.

Ce serait régler à la source la gestion des grandes migrations humaines pour raisons économiques.

Il ne s'agit pas d'ériger le modèle occidental en absolu. Et pas non plus de dire aux peuples d'Europe « serrez-vous la ceinture pour aider les plus pauvres ». Mais de faire basculer vers

l'universel des hommes les milliers de milliards qui circulent dans le monde et qui spéculent.

Voilà de beaux objectifs de type communiste.

Et pas seulement d'apporter des sacs de riz dans des villages affamés. Cela il faut le faire, mais ça ne doit pas être le masque hypocrite de la bonne conscience des nantis.

La crise et les rapports capital/travail

La crise financière tient le devant de la scène. Et il faut mater le capital mondialisé.

Mais derrière le rideau se joue une autre pièce : l'aggravation de l'exploitation capitaliste.

Ces capitaux déchaînés viennent de l'exploitation et de la surexploitation capitaliste. Les chiffres pour la France sont connus. En une brève période la part du travail dans la production nationale a diminué de 10 %, c'est-à-dire que le capital a accru l'exploitation du travail. Au chiffre net cela peut se mesurer : chaque année 172 milliards d'euros. Un professeur d'économie à l'Université Lille I, Jean Gadrey, a étudié l'évolution en 20 ans du CAC 40, des salaires, et du RMI. Il a pris pour référence un CAC 40 à 3 100 points, c'est-à-dire bas. Cela donne pour le CAC 40 progression de 120 %, pour le salaire moyen des salariés à temps complet à prix constant 15 %, soit 8 fois moins. Le RMI a pris 5 % en 18 ans, 24 fois moins que la progression du CAC 40.

Ainsi la surexploitation du travail, la pression sur les pensions, retraites et les revenus sociaux est énorme. Elle alimente des profits qui vont massivement à la spéculation. Nombre de

grandes entreprises gagnent plus d'argent à jouer leur trésorerie dans le casino financier qu'à produire les marchandises. La lutte pour les salaires, les pensions et retraites, les revenus sociaux reste au cœur de la lutte des classes et des solutions à la crise.

Rupture, régulation, réforme, révolution

Besoin de révolution ?

Oui et à beaucoup d'égard.

Si on imagine un monde plus juste avec les moyens exceptionnels de notre temps, le résultat coupe le souffle.

L'écart entre le possible et le réel est actuellement plus grand que dans toutes les périodes révolutionnaires des siècles passés.

Il ne faut jamais perdre cela de vue quand on pense à l'avenir.

Il était difficile d'imaginer, ne serait-ce que l'année dernière, le renversement des problématiques concernant le capitalisme. Aujourd'hui des journalistes économiques s'interrogent sérieusement sur l'avenir du système. Des chercheurs peu suspects de sympathie pour les révolutions se demandent si le capitalisme n'est pas obsolète.

Le numéro de *l'Humanité Dimanche* « Spécial crise » donne des informations tout à fait étonnantes. Un sondage CSA rapporte que 60 % des Français estiment qu'on a affaire à une crise générale du système capitaliste qui nous concerne tous. Ouvriers, employés, catégories intermédiaires et cadres vont tous dans la même direction.

Au passage, les Français sont massivement favorables à une gestion publique de la santé, de l'éducation, de La Poste, de l'énergie, de l'eau, des transports en commun. À signaler qu'un sondage publié par *le Figaro* donne les mêmes résultats.

L'ancien président de l'Association internationale de sociologie, chercheur de l'Université Yale, Immanuel Wallenstein, disciple de Fernand Braudel et inspirateur du mouvement alter mondialiste estime que « nous sommes entrés dans une période assez rare où la crise et l'impuissance des puissants laissent une place au libre arbitre de chacun ». Lénine parlant des crises révolutionnaires avait dit autrement : elles éclatent quand ceux d'en haut ne peuvent plus diriger comme avant et quand ceux d'en bas ne veulent plus vivre comme avant.

La page du *Monde* est titrée « le capitalisme touche à sa fin ».

Mais faire la révolution n'est pas si facile.

Et il peut arriver qu'elle produise n'importe quoi.

Comme l'a dit Saint-Just à Robespierre un jour de désespoir : « *Je ne sens plus la Révolution, elle est comme glacée* ».

L'expérience montre que la tentation de brûler les étapes, d'un coup d'épaule, sans une volonté populaire claire, des droits démocratiques, l'épanouissement des libertés peut provoquer de grands malheurs et à la fin l'échec.

C'est hélas le malheur qui est arrivé aux grandes espérances en URSS et dans les pays de l'Est.

L'expérience montre aussi que les sociétés sont devenues si complexes qu'on ne peut pas faire table rase du passé. Il faut faire avec, pour le meilleur et pour le plus difficile.

On construit à partir de ce qui est, en le dépassant, en allant au-delà.

Les révolutions à venir ne peuvent être que de grandes périodes de luttes de classe, sociales, politiques : des conquêtes qui s'ajoutent et agissent les unes sur les autres.

En clair, en combattant pour toutes les avancées possibles, ne jamais perdre de vue la grande révolution humaine nécessaire.

Il faut donc trouver un chemin audacieux et praticable qui change la société et rende le monde plus normal, plus juste, meilleur pour tous.

Il faut se garder de faire l'intéressant dans notre petit coin du monde européen. Encore qu'on voit bien en Amérique latine à quel point la démocratie, les élections et le débat politique prennent le dessus sur les guérillas. Terrible leçon de la mort du « Che » et de sa revanche politique dans des pouvoirs progressistes quarante ans plus tard.

Mais à coup sûr, le capitalisme n'est pas l'avenir du monde et le risque qu'il dégénère en barbarie sur une planète au destin incertain est réel. Ceci est ressenti comme tel par beaucoup de gens, ce qui en dit long sur les objectifs possibles et sur les perspectives de rassemblement.

D'ailleurs en histoire, rien ne se passe jamais comme on croit. Autant penser en perspective sur le siècle et avoir des projets à moyen terme.

La question posée, simple et compliquée, est de mettre au pas, de maîtriser la bête déchaînée qu'est aujourd'hui le capitalisme mondialisé. Et ainsi ouvrir une période nouvelle de progrès pour les sociétés humaines, notre pays, l'Europe, le monde. En clair, commencer à remettre le monde à l'endroit.

Dès lors, tout de suite vient à l'esprit une question fondamentale – réellement fondamentale – : réforme et révolution, compromis et but.

Les socialistes au sens large, et historiquement confirmé, optent pour la réforme plutôt que pour la révolution. Ce qui s'est traduit pendant les 20 ans écoulés par : ni réforme, ni révolution.

Pour les révolutionnaires que sont les communistes, ces réformes sont comme un chemin vers la révolution. En vérité, des réformes réelles, profondes constituent globalement à nos yeux un processus historique de transformation.

La forme actuelle de cette question a bondi dans l'actualité avec le débat sur la régulation. Les défenseurs du système capitaliste se sont engouffrés dans cette idée : réguler le système pour le sortir de la crise actuelle.

Il faut refonder le capitalisme déclare Sarkozy, avec des pirouettes idéologiques qui donnent le tournis à ses partisans.

Réguler, c'est le contraire de rompre

Le programme commun de gouvernement de la gauche en 1972 se déclarait être un programme de rupture.

François Mitterrand dans ses discours, et le Parti socialiste admettaient l'idée de rupture avec le capitalisme.

Donc un programme communiste, socialiste, radical se fixait en 1972 le projet de rompre avec le capitalisme.

On sait ce qu'il en est advenu.

Donc la situation a changé. Oui elle a changé.

La chute du modèle socialiste de l'Est, le recul dans toute l'Europe des conceptions de rupture avec le capitalisme, l'effondrement du PC italien qui dans les années 70 faisait 30 % des voix et le recul du PCF qui à l'époque faisait 20 % sont des faits qu'il faut prendre en compte.

Les idées ont reculé. Mais la situation a mûri.

Le mûrissement objectif du capitalisme vers une autre forme de société est un fait. C'est cette situation qui fait dire à des chercheurs nombreux que Marx est encore plus important et intéressant pour le XXI^e siècle que dans le passé. Comme le bon vin, il se bonifie.

Comment résoudre cette contradiction entre la situation objective et les freins idéologiques ?

Il faut interroger l'histoire, l'expérience, les connaissances marxistes y compris leurs lacunes, leur développement et chercher à inventer.

Depuis longtemps les communistes avaient travaillé l'idée d'étapes, de phases démocratiques avancées vers le socialisme.

Ils ont posé fortement la question du rapport démocratie et socialisme, du rapport réforme et révolution, de l'idée que la démocratie poussée jusqu'au bout c'était le socialisme – idée déjà présente à certains moments chez Lénine quand il envisageait une transition sans guerre civile.

Tout ceci est probablement ce qu'il y a de plus passionnant dans l'histoire du Parti communiste.

La question est vivante quand on réfléchit au chemin dans la perspective des transformations nécessaires à notre époque.

Appelons ça le nouveau socialisme. Pourquoi pas ?

Avec une idée très importante : le chemin fait partie du but. Il y a de la réforme à fort contenu qui déjà peut modifier les choses en profondeur. On a vu cela à la libération, interrompu par la guerre froide. L'unité dialectique des réformes et de la révolution est une idée forte des communistes, aujourd'hui.

Et du coup la question de la régulation devient passionnante.

Depuis 30 ans, déréguler, faire sauter les frontières, donner libre cours au capital, lâcher les chiens en pensant qu'ils allaient donner le ton au monde était l'alpha et l'oméga de la pensée.

Des intellectuels et chercheurs, des experts ont théorisé cela en pensant que c'était le seul avenir possible du monde.

Alors réguler, chiche, parlons-en.

Réguler quoi, en faveur de qui, pour aller où ? La baudruche se dégonflera vite.

État, démocratie, pouvoir du peuple

L'État se trouve également au cœur d'un nouveau débat idéologique. La conception classique du mouvement ouvrier marxiste a accordé pendant longtemps un rôle central à la conquête de l'État.

L'idée était jadis que l'État étant dans les mains du capital qui défend son pouvoir par tous les moyens y compris par la violence – voire la Commune de Paris – la classe ouvrière et les partis favorables au peuple doivent conquérir l'État et le retourner contre les oppresseurs.

Conquête par la violence révolutionnaire ou par les élections. Ou par les deux. Selon les moments.

Et puis le raisonnement était, pour simplifier, que s'étant emparé de l'État on pouvait changer la marche des choses, les lois, l'économie et tenir à distance, voir priver de liberté politique les classes déchues.

Se souvenir que lors de la Révolution française, aux moments les plus durs, Saint-Just avait dit : « Pas de liberté pour les ennemis de la liberté ».

L'objectif historique étant d'en finir avec l'État. La disparition de l'État marquant la fin du règne de toute exploitation et oppression.

Ce schéma général a été pendant longtemps commun aux communistes et aux socialistes.

Ne pas oublier que la dictature du prolétariat n'a été retirée des statuts socialistes qu'après la Seconde Guerre mondiale.

La décision de la retirer des statuts du Parti communiste a été prise en 1976 dans un débat

qui malheureusement n'a pas été poussé jusqu'au bout.

Les anarchistes, eux, prônent la disparition immédiate de l'État et le règne immédiat de la liberté sous toutes ses formes.

Tout cela avait beaucoup d'allure, celle d'une merveilleuse utopie politique et théorique. Elle a couvert peu ou prou tout le XX^e siècle, la Révolution russe, le Front populaire, les conquêtes de la Libération après la défaite du nazisme.

Elle était encore à l'œuvre avec le programme commun de la gauche en 1972.

Les années et les échecs aidant, les questions de l'État ont été controversées de plusieurs côtés.

– Les communistes ont été amenés à critiquer le caractère étatique des socialismes des pays de l'Est qui, en tenant à distance les travailleurs et le peuple, en faisant de l'État le cœur de toute la société, a abouti à la sclérose de la vie politique, de la démocratie, et trop longtemps à une insupportable répression. Et à l'échec, né en fait de la dépossession et de la dépolitisation des peuples.

– La montée dans les milieux progressistes d'Occident de l'aspiration démocratique a cru pouvoir contourner le débat sur le contenu de classe de l'État en le compensant par l'activité démocratique à la base. La déception envers les pouvoirs de gauche à partir de 1981 a donné force à la survalorisation de la démocratie participative considérée, à juste titre, comme une

très belle avancée des pratiques démocratiques. Mais c'était aussi un repli devant les échecs politiques de la gauche dans ce gouvernement des affaires.

– Dans le même moment la montée du libéralisme a attaqué de front l'idée de l'État avec son interventionnisme, les nationalisations et les progrès liés aux conquêtes sociales. Le rôle régulateur de l'État avec ses aspects issus des luttes de classe a été mis en cause comme un obstacle au libre déploiement de l'économie.

Ainsi pendant toute la période politique écoulée l'État a été mis entre parenthèse de tous côtés.

L'État est de retour, de tous côtés

Du côté du capital, qui en vérité n'avait jamais perdu de vue comment on pouvait utiliser le pouvoir. Cette fois il s'agit de bien autre chose, les capitalistes ont besoin de puissantes interventions pour sauver le profit, aider le capital à faire face à la crise, maîtriser idéologiquement et politiquement la situation.

Sarkozy fait très bien ce travail.

Et les illusions basistes s'étant un peu dissipées, le contenu de classe de l'État réapparaît positivement pour le mouvement populaire. Sa conquête n'est cependant pas suffisante, la vie l'a montrée à l'Est comme à l'Ouest. C'est la puissance, l'intelligence du mouvement populaire qui fait toujours la différence. Mais le rôle du pouvoir, de l'État, des gouvernements, des élections, du combat politique redevient essentiel pour toute marche en avant.

Pour prendre un exemple international, les combats des peuples d'Amérique latine montrent l'importance politique de l'État dans les conflits de classe. C'est vrai en sens inverse quand l'impérialisme américain fomenta des coups d'État.

La politique est donc de retour.

De retour, la question des nationalisations et de leur contenu. De retour l'utilisation de l'énorme part de la richesse nationale gérée par l'État – 50 %.

De retour la question des pouvoirs démocratiques sous toutes leurs formes et dans tous les domaines.

À noter que non seulement le capital privé appelle au secours ce soutien de l'État, mais qu'il n'hésite pas même à des renationalisations dites partielles. On sait ce qu'il en est, mais cet hommage du vice à la vertu ouvre un champ de luttes politiques pour de vraies nationalisations démocratiques.

Pour ce qui nous concerne, il faut en effet inventer, c'est le mot juste, une forme de combinaison, de nouvel alliage historique entre les pouvoirs du peuple partout, l'activité démocratique des masses et les fonctions de l'État.

De même, il faut inventer une forme nouvelle de participation du travail à la gestion des entreprises qui va au-delà des droits syndicaux et des comités d'entreprises, et ouvrir ainsi une nouvelle ère de la démocratie sociale.

À cet égard, il faut remettre en valeur le rôle positif, constructif des nationalisations réalisées lors du Front populaire, de la Libération et du

programme commun du gouvernement en 1981.

Une évidence s'impose. Tout ce qui en France marche plutôt bien et tient le coup dans la concurrence mondiale, est nationalisé ou l'était il y a peu : SNCF, construction aéronautique, transports urbains, énergie (électricité, gaz, nucléaire), poste, routes et équipements publics, chantiers navals, gestion de l'eau, une partie du secteur public bancaire, écoles, hôpitaux, recherche, universités. Et même l'automobile avec Renault.

Ce qui ne va pas dans le secteur public est le fruit d'une bureaucratisation souvent organisée pour préparer la privatisation. Voire France Télécom et actuellement La Poste.

On peut affirmer que toujours le secteur public est facteur de progrès et qu'il apporte plus en terme de services rendus qu'il ne coûte en comparaison de son homologue privé quand ils sont en concurrence.

Le secteur privé capitaliste, parfois utile et efficace dans certains secteurs, devient catastrophique quand les groupes financiers mettent la main sur des entreprises majeures.

Il faut donc les sortir de là. Et le plus tôt sera le mieux.

Je pense que le débat public sur ces questions est urgent et possible et pas si difficile si on veut bien constater l'échec du capitalisme mondialisé. C'est une question de volonté politique.

Nations et Europe

Le débat est identique et pratiquement concomitant sur les nations et leurs rapports avec les questions européennes et mondiales.

La mondialisation économique provoque un dynamisme irrésistible des forces productives. Elle est d'ailleurs provoquée par celles-ci. Marx avait déjà décrit cela et de façon lumineuse.

La tendance à l'uniformisation du monde est évidemment liée au développement des forces productives et aux moyens modernes de communication. Les télévisions, les images franchissent les frontières et parlent au monde entier. Enfin l'informatique et Internet sont la grande révolution qui change les rapports des humains entre eux. Tout se dit, tout circule, tout s'apprend, tout se sait. Et chacun, chose inouïe, peut être en rapport avec tout le monde, n'importe quand.

Le mouvement des capitaux et des marchandises s'est nourri de ces immenses changements et s'en est assuré la maîtrise. Tout cela s'est fait sous la main de fer du capital. Le monde de demain est là et personne n' imagine encore la suite.

Mais, fait imprévu à l'heure de l'universel, renaissent les particularismes, les aspirations nationales, les replis sur sa vallée, son nid, sa langue, une volonté de vivre librement chez soi.

Comment traiter tout cela ?

À mon sens, certainement pas par le mépris et l'idée que les aspirations nationales sont des résidus du passé et que ne compte que la marche à l'Europe et à l'universel.

Les nations sont une chose très jeune dans l'histoire des hommes.

Deux trois siècles, cela n'est rien.

Et parfois cela resurgit de très loin. L'idée selon laquelle tout cela est automatiquement réactionnaire, obsolète, réticent au progrès, miasme du passé n'est pas valable.

Ici les idées européennes de modernité peuvent être tout simplement le manteau idéologique justifiant les besoins du grand capitalisme européen dans les confrontations mondiales. Ceci qu'on objecte à la politique européenne du Parti communiste ne me semble pas faire le tour de l'analyse. En effet la construction européenne est encore autre chose : une tendance politique, économique, humaine et culturelle de rassemblements visibles dans le monde entier. Les ensembles régionaux du monde qui apparaissent – je pense à l'Amérique latine, à l'Afrique ou à l'Asie, comme en Europe – sont probablement des moments de la marche à l'universalité du monde. Tout dépend de qui les impulse, qui les marque de son empreinte, quelles alliances de classe prennent le dessus. S'agissant de l'Europe, il ne s'agit pas seulement des interdépendances de toutes sortes qui se sont créées, mais aussi de ce qui se passe de profond dans des peuples qui ont des références historiques communes. Le NON du référendum n'était pas un NON à l'Europe mais un NON à la mise en concurrence des peuples dans l'intérêt du capital.

Aujourd'hui, agir pour une réorientation de toute la stratégie et de la politique de l'Union européenne est un objectif juste et rassembleur.

Cela implique de rejeter le traité de Lisbonne, de définir des bases démocratiques en rupture avec la concurrence libre et non faussée en prenant appui sur les acquis et respectant les prérogatives nationales.

Tout ne se réduit pas à une question de classe

Les communistes ont été tenté de considérer que l'affrontement de classes – classe ouvrière, classe capitaliste – étant la contradiction principale du XIX^e et du XX^e siècle, les autres conflits de tous ordres étaient subordonnés.

Exemple typique : la question féminine.

Nous avons mésestimé le féminisme et pas bien vu son autonomie.

On peut être un travailleur exploité et se conduire chez soi comme un tyran.

N'empêche que le Parti communiste a aussi su présenter des femmes à des élections dans les années 30 alors qu'elles n'étaient pas électrices. Mais la violence de la domination masculine n'a pas été mise à sa place.

C'est tout aussi grave s'agissant de l'homosexualité. L'homosexualité à propos de laquelle le vieux préjugé populiste, homophobe, nous a longtemps marqués.

Encore que les élus communistes de Paris ont été les seules personnalités politiques à être présentes dès l'origine à la GayPride à Paris.

La question des dominations, de l'autorité, de leur mouvement propre et de leur fonctionnement ne se recoupe pas automatiquement avec les luttes de classe.

Exemple : le droit à l'avortement. Conquis seulement sous la présidence d'un homme de droite, Giscard d'Estaing, et grâce au courage d'une personnalité remarquable, Mme Simone Weil avec l'appui de toute la gauche et naturellement aussi des communistes. Mais contre une droite divisée.

Exemple encore : la suppression de la peine de mort. L'un des plus grands acquis de culture et de civilisation décidée en 1981 sous la présidence de Mitterrand, sur un rapport de Badinter et par un gouvernement de gauche avec une partie de la droite – Jacques Chirac par exemple –.

À l'époque, un référendum populaire aurait sans doute repoussé sa suppression.

Ainsi luttes de classe et ce qu'on appelle problèmes de société ne se recoupent pas automatiquement. Et même peuvent diverger.

Mais pas forcément. Quand les caissières des grandes surfaces ont mené leur mouvement il y a pas longtemps, c'était à la fois un combat de classe et le plus grand mouvement féministe de la période.

Tout n'est pas dans tout. Tout n'est pas non plus séparé de tout.

Un parti comme le Parti communiste qui aspire à jouer un rôle dans le changement de la société doit complètement accueillir toutes réflexions qui émergent du mouvement du monde réel. Et en être le révélateur et l'initiateur, quand il sent les choses.

Libertés, démocratie, paix

Dans le remue-ménage mondial de la crise, période probablement longue, pleine de possibles mais aussi de risques, la lutte pour les libertés et les luttes pour la paix vont forcément prendre une nouvelle importance.

Elles peuvent même surgir au premier plan du combat anti capitaliste.

On a connu cela avec le combat contre le fascisme qui était devenu dans les années 30 un grand combat de classe et national. C'était vrai de la Résistance. Actuellement, le fonctionnement autoritaire de l'État, les réformes qui valorisent le président de la République, la prétention de Sarkozy de se mettre ostensiblement au cœur d'un véritable pouvoir personnel sont en train de créer les conditions d'un front de la liberté rassemblant ou pouvant rassembler toutes les forces attachées à la République et à la démocratie. À gauche et probablement aussi à droite.

L'affaire du fichier Edvige et ses 200 000 pétitionnaires sur Internet, et le recul du président de la République en disent long. Le projet de réforme démocratique des institutions élaboré par le Parti communiste est une importante base de luttes pour la tradition républicaine et démocratique de la France et pour un nouveau devenir.

Un autre monde, un même rêve

Cette merveilleuse formule est apparue avec les Jeux de Pékin.

Elle s'applique parfaitement aux problèmes internationaux et aux rapports entièrement

nouveaux entre les habitants de la terre et la petite boule perdue dans l'univers sur laquelle ils vivent.

Depuis Gagarine, le premier homme de l'espace, un Soviétique qui nous a tant fait rêver, et son émerveillement (« la terre est bleue comme une orange ») un immense changement s'est produit dans le rapport des hommes à leur planète. Les satellites renvoient l'image de la Terre, sa rotondité, ses formidables paysages, les océans et les terres. Cela change beaucoup de choses. L'angoisse devant les typhons, les inondations, les catastrophes, les immenses falaises de glace qui s'effondrent, et le fait maintenant certain, d'une modification en cours de l'équilibre climatique dans lequel nous vivons devient un énorme problème politique. Sommes-nous en train de gâcher l'avenir ?

Quand plusieurs milliards d'hommes regardent les Jeux de Pékin, les blancs, les noirs, les jaunes, dans cette compétition fraternelle, quelque chose de fort bouge dans la conscience universelle.

L'unification des conditions de vie du monde, la paix, la solidarité, le respect de la planète, doivent impérativement prendre le dessus.

Comment trouver normal la faim, la pauvreté, ces camps de réfugiés, ces affrontements tribaux, ces enfants de la pauvreté. La solution est certes dans la solidarité, la fraternité, l'engagement de femmes, d'hommes, de jeunes qui un peu partout luttent pour la vie.

Mais la solution est de décider, une bonne fois pour toutes, qu'on ne peut pas continuer

de gâcher les richesses du monde alors que la question de l'universalité est posée et reste encore sans solution.

Cette question tenaille toutes les personnes informées et grandit dans la jeunesse.

Et qu'on ne nous parle pas de l'opulence des peuples d'Occident. Opulence de qui ? Certes beaucoup est à faire pour économiser les énergies, l'eau, faire la chasse au gaspillage et cela concerne tout le monde, les pauvres et les riches. Mais les pauvres gâchent bien peu à côté des orgies du capital. Et 10 % des crédits militaires mondiaux feraient l'affaire pour régler bien des problèmes en l'espace d'une génération.

Il faut un autre monde, un autre rêve et selon la formule pour laquelle luttent aussi les communistes et pas eux seuls, un nouveau type de développement.

Et puis encore ceci. Dans les longues victoires des peuples sur le fascisme, il y a 60 ans, la communauté internationale avait adopté la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Fortement inspirée de la déclaration adoptée lors de la Révolution française, elle définissait les droits fondamentaux dont devait jouir chaque membre de la famille humaine : droits économiques, sociaux et culturels, ainsi que les droits civils et politiques. Nous estimons que ces droits sont interdépendants et indivisibles, même s'il convient aujourd'hui de les prolonger. En tout état de cause, il n'y a pas d'un côté les droits formels, et de l'autre, les droits réels.

Cette division est contraire au plein épanouissement de chacun.

Les communistes et l'unité

Pour les communistes, la question de l'unité a été essentielle, quasiment toujours. Et ceci quel que soit le nom que l'histoire a retenu : unité antifasciste, Front populaire, Front national, rassemblements, et toutes les formes qu'a pris l'Union de la gauche. Ceci à la base, au sommet, dans les luttes, les assemblées élues, le gouvernement...

C'est la réalité et le besoin de lutter, qui ont toujours donné le ton. Rares étaient les moments où le Parti communiste a renoncé à l'union pour le repli.

Sauf à considérer qu'un seul parti, fût-ce le Parti communiste, possède toutes les clés de l'avenir, il n'y a pas de mouvement populaire vrai, majoritaire et victorieux sans union. La reconnaissance de la diversité politique et idéologique des forces populaires, et donc de l'unité nécessaire, est une démarche fondamentale du Parti communiste. Ceci vaut pour le respect des formations de gauche, même petites, qui œuvrent dans la même direction que lui.

Soit dit au passage, dans les pays de l'Est et en URSS, le parti unique ou ce qui paraissait tel, a bloqué la vie politique, fermé la porte à toutes les évolutions nécessaires et provoqué un grand gâchis et la perte du système. Il y a évidemment encore d'autres raisons à cet échec. Mais celle-ci est essentielle.

L'aspiration à l'unité est toujours profonde parmi les travailleurs et le peuple. Sans elle, il n'y a pas beaucoup d'allant et d'espoir. Quand ça va mal et que les coups tombent, quand une menace apparaît ou qu'une espérance est trop longtemps comprimée, la volonté unitaire devient irrésistible. On l'a vu dernièrement à l'élection municipale avec le succès de la gauche, après l'arrivée au pouvoir de Sarkozy. Elections locales certes, mais aussi enjeu politique clair.

D'ailleurs, dans les manifestations syndicales, le mot d'ordre « tous ensemble, tous ensemble » n'est jamais bien loin. Et ça monte parfois très vite. Tout le monde a en tête le formidable 1^{er} mai 2002 quand les travailleurs et la jeunesse sont descendus en masse après l'apparition de la menace de Le Pen aux Présidentielles. Et d'un seul coup 2 millions de personnes sont dans la rue.

Pourtant l'union est loin d'aller de soi

L'union, ce sont des victoires, et aussi des déconvenues douloureuses.

Il ne faut oublier ni le meilleur, ni le pire.

C'est une affaire lourde, compliquée, pleine d'aléas, de hauts et de bas.

Trop souvent, dans les années que nous venons de vivre, les espoirs de changement se sont dérobés, comme dans les années de gouvernement de la gauche plurielle.

La déception qui en a résulté est toujours là. Elle tire vers le bas la vie politique du pays et freine la montée d'un grand mouvement po-

pulaire. Elle a provoqué un vide de confiance et d'espoir qui a favorisé la victoire d'un sauveur populiste dangereux. Elle alimente le repli, l'isolement en attendant des temps meilleurs du vote Besancenot. Elle provoque surtout une abstention massive et un retrait de la vie politique dans les masses populaires.

Ce sont des impasses.

En effet, il n'y a aucune chance de battre la droite et de bousculer le système sans redonner les espoirs et la combativité que donne une perspective unitaire. Mais réclamer l'union ne suffit pas. La méfiance populaire est forte envers ce qui est ressenti comme des combinaisons pour conquérir le pouvoir.

Il ne faudrait pas semer de nouvelles illusions. Ce serait terrible.

La partie est donc difficile pour le Parti communiste. Il faut tout rendre clair, nommer les choses, les objectifs et les obstacles. Et ne pas craindre les controverses. C'est important pour les communistes, comme pour les combattants syndicaux et plus largement ce qu'on appelle le mouvement social.

Il faut faire parler l'expérience : quand l'union n'est qu'un accord politique au sommet, elle échoue à tous les coups. Encore plus quand les enjeux sont serrés comme dans les temps actuels. Ceci ne retire rien à l'intérêt des prises de positions unitaires et des fronts de tous ordres qui favorisent le débat et l'action.

Mais pour aller plus loin, il faut plus que des textes, fussent-ils bons.

Il y a besoin, pour avancer, vers des change-

ments importants, d'un grand mouvement d'idées, de luttes, de combats politiques, besoin d'un mouvement politique de masse aussi exigeant et profond que le Front populaire ou la Libération. Aussi fort, mais plus clairvoyant que mai-juin 68. C'est à cela que doit s'atteler tout le mouvement progressiste.

L'unité, pour réussir, l'expérience le montre, c'est comme un triptyque, la rencontre d'un front des forces sociales du peuple, d'un débat politique clair et d'accords d'union.

Il me semble que l'histoire apprend que l'articulation de ces trois fronts fait le succès. Et que l'absence d'un seul fait tout capoter. Du coup, il faut réfléchir à ces trois questions dans leur rapport mutuel : le peuple, le débat politique, les accords unitaires.

La gauche, cela existe

La gauche, c'est comme un vaste camp avec ses valeurs et un sentiment d'appartenance pour des millions et des millions de personnes. La droite aussi d'ailleurs.

Ainsi, quand on demande dans un sondage, à des personnes de classer les valeurs sur une échelle, elles caractérisent la gauche par solidarité, progrès social, libération de la femme, etc. La gauche, c'est aussi un système d'alliance, reconnaissable, qui s'oppose à la droite et à l'extrême droite dont le peuple sait qu'il a été le moyen de grandes victoires.

La notion de gauche fait aussi l'objet d'un combat politique et idéologique. La confusion est à cet égard plus forte que jamais. On fait re-

proche de leur politique aux gouvernements socialistes précédents. Mais aussi au Parti communiste. Faut-il pour autant renoncer au mot et à la notion ?

Se souvenir des déclarations de Sarkozy : « *Je suis de droite et je veux redonner à la droite son sens, sa clarté, sa fierté* ». Les communistes doivent redonner à la notion de gauche, valeur et contenu, sans hésiter à mettre les pieds dans le plat : qu'est-ce qu'une politique de gauche ? Mais aussi sans sectarisme, car il faut convaincre.

Communistes et socialistes

Les rapports entre communistes et socialistes sont au cœur de la politique depuis 1920, donc depuis presque un siècle. Ils sont inscrits dans les mémoires et restent centraux, quoi que l'on dise et pense.

C'était vrai hier. Sans l'unité, pas de victoire sur les fascistes français en 1934. Divisés, les communistes et socialistes allemands n'ont pu empêcher l'arrivée de Hitler au pouvoir. Sans unité, pas de Front populaire. Chacun sait que c'est après la victoire électorale de 1936 que les ouvriers et employés ont déclenché la plus grande grève qu'on ait connue avec occupation des usines, des lieux de travail et la conquête de revendications qui allaient au-delà du programme d'unité et qui ont changé jusqu'à aujourd'hui les rapports capital/travail.

L'unité, c'est aussi la victoire de 1981, qui les premières années, apporta d'importants progrès sociaux, des nationalisations et la suppression de la peine de mort. Entre autres.

Mais la mémoire populaire n'a pas oublié non plus les échecs, la mort du Front populaire, la non intervention en Espagne, les contradictions idéologiques majeures à propos de l'URSS et des États-Unis pendant la guerre froide, la décolonisation. Il faut remarquer qu'un débat vif a lieu notamment dans les milieux syndicaux sur le bilan du gouvernement de la gauche plurielle dans lequel il y a eu des ministres communistes. Déception majeure qui n'en finit pas de peser et d'alimenter le manque de confiance envers la gauche.

Il faut prendre en compte la profondeur des questions posées. Les victoires comme les déconvenues de l'union ne sont pas que des événements conjoncturels. Ils relèvent de problèmes de fond et durables. Ce qui rapproche et ce qui sépare communistes et socialistes sont les deux facettes d'une même réalité politique.

La vie, l'exploitation, le besoin de changement, l'intelligence des rapports politiques et de classe rapprochent. Et des différences de fond poussent à la confrontation.

La stratégie unitaire du Parti communiste doit intégrer ces débats politiques et idéologiques en relation avec le mouvement populaire.

Il ne faut jamais oublier 1936.

Mais il n'y a pas que la théorie, il y a la pratique politique

Le gouvernement de la gauche plurielle a laissé aux communistes et dans le mouvement ouvrier un souvenir cuisant.

Le problème des communistes au gouvernement est toujours le même : comment gérer la zone d'accord et les désaccords. Il faut dire que l'attitude menaçante de Mitterrand en son temps, et de Lionel Jospin lors du gouvernement de la gauche plurielle, ont beaucoup pesé sur les communistes. La crainte de « casser la baraque » et d'en porter la responsabilité n'était pas un mince problème. Nous avons eu tort d'y céder. N'importe comment, les baraques ont été cassées. Et ce sont les communistes, comme toujours, qui paient le plus les pots cassés.

C'est un problème de mesure dans les pratiques unitaires.

Il nous est arrivé, trop souvent, d'avoir une démarche en canard, basculant d'un excès dans l'autre. Quand ça va, on signe des accords jugés bons, parfois on gouverne ensemble. « Et tout baigne ». On craint de jeter le trouble, de passer pour de mauvais coucheurs, on se congratule sur les tribunes et on range ses inquiétudes dans un coin de la tête. Et puis de gros désaccords, voire des ruptures surviennent. On est furieux, limite polis, les petites phrases fleurissent. Des deux côtés d'ailleurs. Ainsi tout va bien : on s'aime. Tout va mal : on se déteste. Combien de fois le peuple a assisté, découragé, à ces va-et-vient. Découragés aussi, nombre de communistes et probablement de socialistes. Les militants syndicaux et du mouvement progressiste se détournent avec tristesse devant ces inconséquences. Ceci est arrivé trop souvent en l'espace d'une génération. Et il faut le dire à la génération actuelle pour qu'elle ne redonne pas ce spectacle désolant.

Il me semble clair que l'union est indispensable, toujours, partout, dans les luttes pour les revendications, pour mener des actions politiques, pour gouverner quand c'est possible. Et pour demain, construire une nouvelle société. L'union fait la force, nous sommes pour cette force.

Mais il me semble tout aussi clair qu'il ne faut pas semer d'illusions ; elles finissent en désastre quand les problèmes paraissent. Communistes, socialistes, gauchistes, progressistes, nous sommes différents et nous avons des appréciations différentes durables.

Il ne faut surtout pas écarter ce qui divise, mais en débattre devant tous, tout en agissant ensemble pour ce que nous partageons.

C'est cela la politique au plus beau sens du terme. Et c'est la meilleure façon de prévenir le tangage qui donne le mal de mer.

La vigilance est favorable à tout le monde

L'union est un combat – vieille formule –, non au sens d'une guerre fratricide, mais d'un effort politique de tous.

Des objectifs communs, de luttes, de transformations sociales, il y en a et il y en aura. La crise actuelle du système ne laisse pas beaucoup d'espace à une politique molle, en tout cas c'est l'opinion des communistes.

Et des questions en débat, il y en a aussi. Ainsi, nombre de dirigeants socialistes pensent que l'affaiblissement des communistes exprime un déplacement populaire et électoral vers des positions moins radicales, et pour certains nettement sociales libérales. Ils pensent que la po-

litique ultra de la droite ramènera automatiquement vers eux la majorité par une démarche du moindre mal. Ils pensent aussi que le Parti communiste, affaibli, n'a pas d'autre avenir que de s'aligner plus ou moins sur eux.

C'est voir trop court. Ils devraient s'interroger sur le fait que les socialistes ont perdu en Europe treize élections nationales sur quinze et regarder vers l'Italie. L'Italie où Veltroni sur une ligne socio libérale a perdu l'élection. Les communistes, divisés gravement, l'ont perdu aussi. Et il n'y a plus, chose invraisemblable, aucun député de gauche à l'Assemblée italienne.

Quant au Parti communiste, c'est l'enterrer trop vite, l'avenir le montrera.

Cette conception vaut pour les rapports avec la LCR. Le nouveau parti qu'elle veut créer semble se faire sur une politique d'enfermement, puisqu'elle refuse l'idée d'un rassemblement de toutes les forces progressistes et démocratiques qui seul, peut permettre de balayer la droite et de créer les conditions d'une nouvelle poussée populaire. Il faut croire que l'expérience de 1934 et du Front populaire n'a pas été tirée par la LCR.

Cette construction de l'union dans la clarté est entièrement valable pour les divers mouvements de militants progressistes qui existent dans notre pays : mouvements politiques ou associatifs ni communistes, ni socialistes, ni LCR et réseaux divers qui ont un engagement politique. Ce sont parfois des « ex » comme ils se nomment eux-mêmes avec un sourire. Ils sont actifs dans les luttes, créatifs, je pense à Réseau

Sans Frontière, à ATTAC, à des formations politiques et des collectifs.

Au moment du référendum sur le NON, nombre d'entre eux ont joué un grand rôle et animé avec d'autres, dont nous, des comités antilibéraux.

Mais une candidature unique aux Présidentielles n'était pas possible dès lors qu'en mars 2006 le Parti socialiste avait désigné sa candidate Ségolène Royal et en juin la LCR, Besancenot.

Je pense que nous aurions dû, dès lors, avant l'été 2006, dire que cette situation nous amenait à désigner nous-mêmes notre candidature.

Le Parti communiste est un parti politique, il tient à son existence et l'élection présidentielle est un moment décisif d'affirmation de positions politiques.

Nous ne l'avons pas fait, il y a eu plus de six mois de trouble. C'est bien dommage et il faut le regretter, y compris en ce qui concerne la responsabilité du Parti communiste en l'occurrence. Dans des moments comme ceux-là, il vaut mieux savoir ce qu'on veut et ne pas tanguer. Pour ce qui me concerne, je pense que la décision de présenter un candidat communiste, et j'en rends hommage à Marie-George Buffet, était juste. Il aurait fallu le faire plus tôt.

Il y aurait eu moins de rancœur et nous aurions été mieux compris.

Les communistes au gouvernement

Il y a eu trois fois des communistes au gouvernement de la France.

En 1945, après la Libération avec de Gaulle. Et après son départ avec le MRP et avec le PS.

En 1981, avec François Mitterrand, trois ans lors de la première mandature présidentielle et avec Jospin, en 1997.

On ne peut prétendre que ces périodes n'ont rien apporté au pays et au peuple.

Pourtant l'amertume des travailleurs et des communistes est forte. Ils considèrent, surtout pour la dernière participation, que les communistes ont fait trop de concessions, voir accepté l'inacceptable, une austérité de fait et des privatisations. Les communistes dans leur ensemble voient ainsi les choses.

Remarque juste. Et j'en prends ma part de responsabilité comme membre du Conseil national de l'époque. Il n'y a pas eu pendant cette période de véritables débats sur les difficultés de notre participation. Elle avait été adoptée, il faut le rappeler, par deux votes très majoritaires des adhérents du Parti communiste.

Lionel Jospin nous avait dit clairement : si vous partez, je démissionne et c'est vous qui ramènerez la droite au pouvoir.

Je pense qu'il aurait fallu débattre de cela à partir de questions concrètes devant le peuple.

Les choses auraient été plus claires.

Je pense qu'il ne faudra plus jamais se mettre dans cette situation. Pour l'avenir, il ne faut pas s'interdire de voir des communistes dans un gouvernement de gauche si des choses importantes peuvent être obtenues.

Mais cela ne peut être qu'après un débat clair des communistes et des électeurs de gauche. Et il faut qu'il soit aussi clair que les communistes les associeraient aux débats sur les principales décisions.

Sinon, il vaut mieux ne pas en être, tout en étant dans la majorité parlementaire.

Ce fut le cas sous le Front populaire, et le mouvement ouvrier s'y mettant, le résultat ne fut pas si mauvais.

La question de l'élection présidentielle

Ce qui suit est un avis personnel. Ce n'est pas l'heure d'en débattre, ni de choisir. Mais chacun sait que la réflexion est dans les têtes.

Je pense qu'il faut un candidat communiste à l'élection présidentielle. Ceci aussi longtemps que l'organisation des pouvoirs en France en fera un moment capital de la vie politique. C'est le débat politique le plus important et celui auquel le pays attache une importance majeure. C'est l'élection où les Français se sentent les plus engagés et où ils votent le plus. Ne pas y être, c'est décider qu'un débat fondamental se fera sans la voix du Parti communiste.

La difficulté est connue. Les gens ont tendance à voter utile, et en pensant au second tour de l'élection. Ils ont en tête la menace qu'un candidat, auquel ils tiennent, ne soit pas présent à ce second tour.

Il y a un risque réel pour un parti comme le nôtre de faire un résultat faible, bien en deçà de sa réelle influence politique. Mais ce n'est pas automatique. Et de toute façon, je pense qu'il faut assumer ce risque en sachant que dans cette élection, l'important ce sont les idées politiques que nous semons pour toute la période qui suit. Y compris ses retombées dans les élections législatives.

Le Parti communiste

Le congrès du Parti communiste se tient en décembre 2008. Dans la même période le PS et la LCR réunissent aussi leurs assises nationales. Ainsi en quelques semaines toute la gauche débat devant l'opinion publique. Grandes seront les responsabilités des uns et des autres. Il est certain que le regard populaire sera exigeant.

Le congrès communiste se trouve devant de grandes responsabilités. Il doit répondre à des questions majeures qui concernent la situation de la société, et le concernent lui-même.

– Quelle est la nature des problèmes posés à la France, dans l'Europe et le monde d'aujourd'hui. C'est la question du capitalisme, de sa crise ?

– Quelles réformes, à quel niveau, pour commencer à dégager la société de l'engrenage actuel ?

– Quels rassemblements assez puissants pour une contre offensive victorieuse et durable ?

– Et quel chemin, quel avenir pour le Parti communiste lui-même ?

Voici quatre questions fondamentales. On peut les prendre séparément et dans n'importe quel ordre. Elles forment un tout et interagissent les unes sur les autres. J'ai essayé de traiter

les trois premières avec sincérité dans les pages qui précèdent. J'en viens au Parti communiste.

Les partis politiques sont, à mes yeux, des éléments fondamentaux organiques des rapports politiques et de classe.

Nous vivons une période de dévalorisation des partis et de personnalisation de la politique. Cela éloigne le peuple des affaires, c'est un danger pour la démocratie et une aubaine pour le système. Les combats de chef et d'image sont un piège.

Même si c'est difficile, il ne faut pas céder là-dessus.

Il me semble clair que sans partis politiques vivants, il n'y a pas de démocratie. Sans partis politiques vivants la droite s'en sort mieux que la gauche car les classes dirigeantes ont des réseaux de pouvoir qui remplacent avantageusement, quand cela est possible, une activité politique dans le pays. C'est pour cela que les vrais partis politiques sont plutôt à gauche et les partis politiques type relais d'opinions sont plutôt à droite. On élit les dirigeants de tous niveaux à gauche, à droite c'est le dirigeant national qui nomme ses représentants départementaux, voire locaux.

Il se met en place une stratégie de pouvoir dangereuse. Je dirais la stratégie « deux plus un ». D'un côté une bipolarisation à l'anglo-saxonne : une vraie droite et une fausse gauche. Une alternance bipolaire au pouvoir tirant chacun vers le centre pour gagner et du coup fermer la porte à tout changement. Les médias renvoient très bien cette image, droite et PS oc-

cupant tout le champ politique. Mais nous sommes en France, cette stratégie s'accompagne par la mise en valeur systématique de Besancenot qui en mettant entre parenthèse la question du rassemblement de toute la gauche stériliserait, si son pari réussissait, une partie des forces pouvant modifier la situation bipolaire.

Je suis pour affirmer le besoin de faire échouer cette stratégie qui fermerait pour longtemps toute perspective de changement et libérerait le PS pour un jeu centriste.

Les choses étant ainsi, je ne vois pas d'autre force que le Parti communiste pour déranger ce pas de trois.

Or la relance du Parti communiste, affaibli comme on sait, ne va pas de soi. C'est un choix volontaire à faire et un combat.

Cela ne va pas de soi, pour de mauvaises et de bonnes raisons.

Des forces puissantes ont intérêt à faire obstacle à un grand retour du Parti communiste sur la scène politique. Il n'est que de voir, lire, écouter les grands médias. Ils n'entendent et ne voient que Sarkozy, le PS... et Besancenot.

De plus il y a chez nombre de commentateurs et d'hommes politiques comme un sourd retour de l'anti-communisme.

D'un autre côté, comme il est normal, un débat sur l'avenir a aussi lieu dans le Parti communiste. Il ne va pas de soi que la relance du Parti communiste soit possible. Et qu'elle soit le bon chemin. Des camarades pensent qu'il faut trouver d'autres réponses en direction d'un

nouveau parti dont les communistes seraient une composante.

Je ne suis pas pour faire comme si cette question n'était pas posée. Ni comme si elle était réglée. Il ne faut jamais faire l'autruche. Il vaut mieux débattre pour mieux choisir. C'est aussi le but de ce livre.

Et puisque j'en suis à l'avenir du Parti communiste, encore une réflexion.

Le débat sur le Parti communiste est évidemment un débat lourd de sentiments. La France d'aujourd'hui doit beaucoup au PCF, à ses presciences : le Front Populaire, la Résistance, les guerres anti-coloniales. Beaucoup aux sacrifices consentis.

Mais ici la nostalgie ne fait pas l'affaire. Il faut choisir au nom de la situation réelle d'aujourd'hui et des combats pour l'avenir. En ce qui me concerne, c'est au nom de l'avenir que je pense qu'il y a besoin d'un grand Parti communiste. Je n'ai pas l'âme d'un ancien combattant qui défend sentimentalement le passé, ce serait honorable, mais ce n'est pas le cas.

Enjeux de classe

Il est rare que les grands dirigeants patronaux parlent clair.

C'est ce qu'a fait pourtant M. Denis Kessler dans le magazine *Challenges* le 4 octobre 2007 sous le titre « Adieu 1945, raccrochons notre pays au monde ».

Je me permets de le citer intégralement. Il est long, ancien déjà, mais quelle clarté d'analyse de classe.

Les annonces successives des différentes réformes par le gouvernement peuvent donner une impression de patchwork, tant elles paraissent variées, d'importance inégale, et de portées diverses : statut de la fonction publique, régimes spéciaux de retraite, refonte de la Sécurité sociale, paritarisme...

À y regarder de plus près, on constate qu'il y a une profonde unité à ce programme ambitieux. La liste des réformes ? C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception. Elle est là. Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance !

À l'époque se forge un pacte politique entre les gaullistes et les communistes. Ce programme est un compromis qui a permis aux premiers que la France ne devienne pas une démocratie populaire, et aux seconds d'obtenir des avancées – toujours qualifiées d'« historiques » – et de cristalliser dans des codes ou des statuts des positions politiques acquises. Ce compromis, forgé à une période très chaude et particulière de notre histoire contemporaine (où les chars russes étaient à deux étapes du Tour de France, comme aurait dit le Général), se traduit par la création des caisses de Sécurité sociale, le statut de la fonction publique, l'importance du secteur public productif et la consécration des grandes entreprises françaises qui viennent d'être nationalisées, le conventionnement du marché du travail, la représentativité syndicale, les régimes complémentaires de retraite, etc.

Cette « architecture » singulière a tenu tant bien que mal pendant plus d'un demi-siècle. Elle a même été renforcée en 1981, à contresens de l'histoire, par le programme commun. Pourtant, elle est à l'évidence complètement dépassée, inefficace, datée. Elle ne permet plus à notre pays de s'adapter aux nouvelles exigences économiques, sociales, internationales. Elle se traduit par un décrochage de notre nation par rapport à pratiquement tous ses partenaires.

Le problème de notre pays est qu'il sanctifie ses institutions, qu'il leur donne une vocation éternelle, qu'il les « tabouise » en quelque sorte. Si bien que lorsqu'elles existent, quiconque essaie de les réformer apparaît comme animé d'une intention diabolique. Et nombreux sont ceux qui s'érigent en gardien des temples sacrés, qui en tirent leur légitimité et leur position économique, sociale et politique. Et ceux qui s'attaquent à ces institutions d'après-guerre apparaissent sacrilèges. Il aura fallu attendre la chute du mur de Berlin, la quasi disparition du Parti communiste, la relégation de la CGT dans quelques places fortes, l'essoufflement asthmatique du Parti socialiste comme conditions nécessaires pour que l'on puisse envisager l'aggiornamento qui s'annonce. Mais cela ne suffit pas. Il fallait aussi que le débat interne au sein du monde gaulliste soit tranché, et que ceux qui croyaient pouvoir continuer à rafistoler sans cesse un modèle usé, devenu inadapté, laissent place à une nouvelle génération d'entrepreneurs politiques et sociaux. Désavouer les pères fondateurs n'est pas un problème qu'en psychanalyse.

Voilà, tout est dit.

Tous les acquis actuels – mais M. Kessler a oublié le Front populaire – datent de l'époque d'un socialisme que l'on pensait invincible et qui sortait auréolé de la Seconde Guerre mondiale, d'un grand Parti communiste sorti de la Résistance, d'un PS pas encore asthmatique et d'une grande CGT.

Donc d'un rapport de force tout simplement. D'autant plus que le patronat avait pas mal collaboré avec Hitler, ce que de Gaulle ne lui pardonnait pas. Lequel de Gaulle rendait hommage au Parti communiste pour son rôle dans la Résistance.⁽¹⁾

Mais M. Kessler a tort, et Sarkozy avec lui, de penser que l'heure de la revanche a sonné.

Pourtant il a raison en une chose, l'affaiblissement du Parti communiste est catastrophique pour tout le mouvement social et son redressement est une des clés de la reconstruction d'une perspective.

(1) Lettre du Général de Gaulle au Comité central du PCF : « Londres, le 10 février 1943. La mise à ma disposition en tant que commandant en chef des forces françaises combattantes, des vaillantes formations de francs-tireurs que vous avez constituées et animées, voilà autant de manifestations de l'unité française, voilà une nouvelle preuve de votre volonté de contribuer à la libération et à la grandeur de notre pays... Au moment où sous les coups des vaillantes armées russes, la puissance militaire allemande chancelle. Il importe que les Français patriotes prennent leur part, aux côtés de nos alliés russes et anglo-saxons à la libération du territoire national. Je sais que la France combattante peut compter sur le PCF. »

Les communistes et leur parti

Le monde est en désordre. Et ça va secouer. Les années qui viennent vont certainement connaître de grands bouleversements. C'est ce qui explique l'angoisse, voire le désarroi de tant de gens. Et l'attente inquiète aussi.

Cette période est très compliquée pour toutes les forces politiques. Elle l'est aussi pour le Parti communiste. Il ne vit pas dans un monde à part. Il n'échappe ni aux questionnements, ni à la crise politique. Je ne me souviens pas d'avoir connu une telle période.

Mais je veux montrer pourquoi, à mon sens, c'est du côté du Parti communiste que peut venir l'étincelle d'une pensée claire.

Le Parti communiste n'est pas seul au monde. Les communistes ne sont pas tous au Parti communiste. Et, *a fortiori*, toute la gauche.

Il y a aussi à droite des gens qui pensent l'avenir, c'est très visible dans la crise actuelle, il faut les entendre aussi.

Mais je crois que le Parti communiste peut, comme il l'a fait à des moments décisifs de l'histoire, être une force qui amorce l'avenir.

J'ajoute que nombre de Français pensent que l'affaiblissement du Parti communiste est calamiteux pour le monde du travail, pour la gauche et même pour la France. Ainsi, il y a un rapport visible entre la courbe de l'affaiblissement du Parti communiste et l'offensive contre les conditions de vie et de travail.

J'ajoute que sa disparition, d'une façon ou d'une autre, marquerait un terme historique qui fermerait pour longtemps une issue progressiste.

Je pense cela et défend ce point de vue.

Et cela dépasse le nombre d'électeurs qu'il a, à tel ou tel moment.

Mes idées ont beaucoup changé par rapport aux rêves de mes 20 ans, mais paradoxalement je me pense le même. Mystère de la pensée. Ou peut-être illusion. Au lecteur de choisir.

Je demande pour ce qui suit la complicité du lecteur. J'ai précédemment cité intégralement deux textes, Favilla dans *les Échos* et M. Kessler dans *Challenges*, je vais faire de même concernant mon article de novembre 2007 dans *l'Humanité*. Il date un peu. Je m'y étais exprimé sur le fond de l'avenir du Parti communiste et plutôt que de paraphraser, autant fournir au lecteur le texte intégral.

Parce que le Parti communiste a un avenir

(paru dans *l'Humanité* du 26 novembre 2007)

L'Humanité du samedi 10 novembre 2007 a reproduit un débat ayant eu lieu à Argenteuil avec plusieurs dirigeants nationaux du Parti. Cela m'incite à prendre la plume pour contester certains points de vue exprimés.

Il y a parmi les communistes un débat concernant l'avenir de leur parti.

Des camarades pensent que l'Histoire a tranché, que le passé est trop lourd, qu'il nous cloue sur place et qu'il faut créer un nouveau parti. Ce serait pour eux, un signal qui marquerait pour le pays notre renouveau et dans ce nouveau parti, il y aurait une « place organisée » pour les communistes.

Dans un débat aussi important pour l'avenir, aucune pensée n'est simple. Et puisque des dirigeants pensent ainsi, il est honnête qu'ils l'expriment clairement.

Je ne partage pas l'idée que nous aurions à choisir entre l'immobilisme ou la fuite en avant. Le Parti communiste, notre parti a un avenir.

Mes réactions ne sont pas seulement passionnelles. Encore que la passion en politique ça existe.

Je n'ai pas non plus le regard fixé sur le rétroviseur. Encore qu'il vaut mieux parfois y jeter un coup d'œil. Cela aide à conduire.

Je ne suis pas nostalgique. Mon problème, c'est le combat d'aujourd'hui et l'avenir de ce combat.

Je crois fermement que, dans les conditions actuelles, renoncer au Parti communiste ce serait soulager les classes dirigeantes et le Parti socialiste d'une des principales caractéristiques – et chances – de la société française. Avec les conséquences européennes et internationales très négatives.

Ce serait donc une grave erreur.

D'abord, on ne crée pas un nouveau parti comme on lance une marque de lessive. Nouveau parti, avec qui ?

On sait que des milliers de militants socialistes, de la LCR ou de Lutte ouvrière pensent souvent comme nous, luttent comme nous. Mais ceux-là resteront dans leur cadre politique et historique. C'est évident. Et je les comprends. Les organisations politiques dans un pays comme la France ont de très profonds ancrages.

Il y a aussi divers groupes progressistes, peu nombreux, qui ont envie de faire plus avec nous. Mais cela ne fait pas une nouvelle force politique. Au passage, je n'oublie pas non plus quelques cinglantes déconvenues.

En vérité, la fondation, refondation d'un parti révolutionnaire rassemblant les forces les plus progressistes ne se fait pas au détour d'un congrès ou par l'effet d'une construction intellectuelle. C'est le produit d'une phase historique, d'une profonde secousse qui rebat toutes les cartes. Nous n'en sommes pas là. Additionner des petits groupes, mêmes sympathiques, ne crée pas un nouveau parti.

Quant à constituer une formation à la gauche du PS et lui servant de garde-fou, je souhaite du plaisir à ceux qui proposeront cela aux militants communistes.

En vérité, le signal politique de l'« événement » proposé ne serait pas la naissance d'une nouvelle force mais la fin du Parti communiste français. C'est cela qui serait ressenti par le pays et ferait les grands titres de la presse et des journaux télévisés. Et il y en aurait pour un moment.

En effet, en France, la question du Parti communiste et de son avenir est une grande question politique et historique. Pour les milieux dirigeants du pays, y compris ceux de gauche, l'idée d'en finir avec le Parti communiste est une vieille ambition.

Depuis 1920, ce parti est dans leurs pattes. Toutes les combinaisons doivent tenir compte de son existence, même si dans nos rangs, on ne s'en rend pas assez compte. Et son rayonnement

continue de gêner gravement la recomposition du paysage politique.

Le mot « fin du PCF » remettrait la France dans le peloton des pays « normaux ». Et, quelles que soient les bonnes intentions des uns et des autres, il saute aux yeux que l'événement historique serait vécu ainsi.

J'imagine le titre du journal le Monde : PCF, né à Tours en 1920, mort à ... en 2008. De profonds.

De plus, engager un tel processus nous clouerait sur place pour longtemps. On imagine, car on connaît la musique, la succession sans fin d'Assises et de Congrès en tous genres, négociations publiques et conciliabules privés, conflits pour les places, le programme, les locaux, les journaux, les postes de permanents. Et l'intervention en boucle des médias dans nos débats.

Ce que nous avons connu avec les Collectifs est une douce romance à côté de ce qui nous attendrait. Et pour finir une auberge espagnole où chacun apportera son repas et luttera pour sa place à table.

Aux yeux du peuple, tout cela apparaîtrait comme une palinodie pendant que la société fiche le camp par tous les bouts.

Il y aurait au total une énorme déperdition d'intelligence et d'expériences accumulées. Une fois qu'on a tiré le rideau, il faut des générations pour reconstruire une force comme le Parti communiste. Je pense à l'Italie. L'histoire ne repasse pas les plats. Il vaut mieux y regarder à deux fois.

Il y a mieux à faire, même si c'est réellement difficile, très difficile. D'abord, il vaut

mieux – et là je pense à nos alliés les plus proches et amis – que chacun travaille. Et le Parti communiste, pour sa part, a beaucoup à faire pour rendre clairs son analyse, son projet politique et sa stratégie.

On doit faire ce travail avec tous ceux qui sont intéressés, dans le respect mutuel. Il y a de la demande et des besoins politiques et théoriques.

Il faudra – ceci dit au passage – veiller à ne pas inventer des usines à gaz, grosses consommatrices d'énergie militante.

Donc, objectera-t-on, le Parti communiste seul, avec quelques alliés ? Surtout pas.

Le Parti communiste français ne peut avoir le projet de vouloir rassembler en son sein, ou dans sa périphérie tous ceux qui veulent faire bouger la société. Le passé, y compris la phase noire du communisme – il y a des phases lumineuses – nous montre les conséquences de la tentation de faire entrer tout le monde dans le même moule.

L'union, l'unité, et tous les rapprochements qui permettent d'avancer sont au cœur de nos choix.

Notre axe c'est la construction d'un mouvement populaire majoritaire, donc un front, des fronts de lutte et pour des changements profonds. Et sans perdre de vue que notre cap, c'est le changement de société.

Il faut donc être dans tous les lieux où on peut agir, y compris au gouvernement, à condition de ne jamais oublier pourquoi on y est et pour défendre qui. Ce qui nous est arrivé, il n'y a pas si longtemps.

Ici le bât blesse : nous ne parvenons pas à être

nous mêmes, autonomes, critiques, en avant-garde, en même temps que dans l'union.

Et parfois, le pouvoir grise... On ne s'en méfie jamais assez.

Ici, une remarque : le rassemblement n'est pas qu'une question d'organisations politiques. C'est aussi et peut-être surtout l'unité du monde du travail et de la création. Le pays est à 90 % salarié. Excepté pour une couche de cadres intégrés au système, les intérêts du plus grand nombre convergent. L'ouvrier, l'employé comme l'ingénieur et le cadre, et je n'oublie pas bon nombre de patrons sous-traitants et industriels, sont broyés dans la même machine. Sous la coupe d'un impitoyable adversaire : le capital invisible. Le pire.

Le procès de ce système qui emmène les sociétés humaines dans le mur devrait être plus incessant.

L'unité des forces du travail et de la création est donc un objectif historique. Et ce n'est pas seulement une question syndicale. C'est une grande question politique et sans doute notre point faible.

Il faut rappeler que le Front populaire et la Résistance n'étaient pas que des fronts politiques mais de puissants mouvements du peuple et de la société à visées sociale et humaniste. Et le résultat de longs combats menés en grande part par les communistes. Ceci dit, beaucoup reste à faire : construire et reconstruire.

Personne ne peut se résoudre à la gestion d'un parti trop faible pour peser sur les grandes orientations du pays. Trop faible aujourd'hui, mais

pas moribond. Je récuse l'idée de l'irréversible déclin. Celui-ci n'interviendrait en fait que si les communistes l'intégraient après un mûr examen. Ce n'est pas le cas. Il y a une situation et des forces pour redonner vie et couleur à un parti révolutionnaire, progressiste, populaire et intelligent, jeune et féminin, agréable à militer. Et fier des luttes qu'il a menées et mène. Au clair avec son histoire. Il faut en effet un peu s'aimer soi-même pour être aimé des autres.

Tout cela est à mes yeux bien plus une question de ligne politique que d'organisation. Et j'espère qu'on va beaucoup travailler en ce sens et vite : analyse du capitalisme et de la société d'aujourd'hui, projet et ligne politique, rôle qu'on souhaite pour le Parti communiste ; stratégie d'union et de rassemblement. Et nombre de questions chaudes, par exemple les contradictions fondamentales du capitalisme actuel, ou encore comment les choix écologiques influent sur notre conception de la société.

J'ajoute qu'en de tels moments – quand le destin hésite – beaucoup dépend de l'énergie et du courage politique des militants et des dirigeants. Car c'est le fond qui manque le moins !

La vie de notre parti pose encore bien d'autres questions. Ainsi, la valorisation du militantisme politique. À mes yeux, qu'il soit de gauche ou de droite, il est au fondement de la démocratie. Une forte vie associative ne s'oppose pas à la vie politique. Elle peut y contribuer mais jamais la remplacer. Sans des centaines de milliers de personnes engagées dans la vie politique, il n'y a pas grand-chose à espérer de l'avenir.

Et encore ceci : il n'y a pas de parti politique qui vaille, et encore moins quand il s'agit du Parti communiste, si le droit à la différence et la richesse de la confrontation ne sont pas régulés par l'exigence de cohésion après que démocratiquement les grands choix soient faits. Je n'ai pas oublié l'élection présidentielle. La direction du Parti ne peut pas renvoyer l'image, comme c'est parfois le cas, d'une équipe qui va tous azimuts.

Cette critique n'est pas adressée à Marie-George Buffet qui dans le plus difficile des contextes, joue à mes yeux un rôle déterminant.

Bref, dans beaucoup de domaines, je suis très loin de certaines des positions exprimées par mes camarades dans l'Humanité du 10 novembre 2007. Il est important de se le dire au moment où nous avons des choix si importants à faire.

Parler clair

Dans les reproches que j'entends autour de moi, venant pourtant de personnes bien intentionnées, celui-ci : vous n'êtes pas assez clairs.

Ils veulent dire, vous ne mettez pas sur la table les questions de fond. Ces gens considèrent que leurs aspirations et revendications sont bien traitées par nous. Mais ils veulent plus.

En effet, les choses ont bien changé dans la tête des gens.

La vague d'illusions sur le système est retombée. Les espoirs sont au point zéro. Et ils attendent que quelqu'un mette les pieds dans le plat.

Je mets en tête des nouvelles responsabilités du parti, le besoin d'expliquer la crise du sys-

tème, les solutions de fond et les moyens que cela dégagerait pour une autre politique.

Quand nous nommons les choses avec leurs noms, la réaction est immédiate.

Le langage communiste n'est pas un cri braillard mais doit être le contre-pied frontal de l'idéologie dominante. Front contre front.

Sarkozy a raison de dire que c'est sur les idées qu'il a gagné l'élection présidentielle. Et il a ajouté : « Pour qu'une idée fasse son chemin, il faut un an ».

Dire au monde du travail qu'il est la force

Un dessin célèbre de Daumier montre un travailleur musclé, formidable, debout, les bras croisés.

Vers la même époque, Victor Hugo a écrit : « Pour être formidable, il suffit au peuple de se croiser les bras ».

Je pense qu'il faut exalter la puissance du peuple, lui donner confiance en lui-même, et peut-être croiser le fer avec la passivité.

C'est vrai sur le plan politique.

Ainsi le NON au référendum européen s'est construit en combattant toutes les « élites » : radio, télé, presse – sauf *l'Humanité* – experts, ministres et formations politiques – sauf le PCF et la LCR – .

Et il faut rappeler les chiffres : ouvriers 79 % – employés 67 % – classes moyennes 53 %.

À Neuilly-sur-Seine : OUI à 80 %. À Liévin, ancienne cité minière du Pas-de-Calais, c'est le NON qui est à 80 %.

Malheureusement la majorité c'est aussi

l'élection de Sarkozy. Mais cela en dit surtout long sur les limites de la campagne de Ségolène Royal.

Rappeler au peuple sa puissance, le Front populaire, la Libération, mai juin 68 et nombre de victoires sociales me semble aujourd'hui très, très important. Il faut prendre de front la déprime, les sondages sur le manque de confiance en l'avenir.

Rappeler que le peuple est roi quand il se croise les bras. Et il y a beaucoup de manière de se croiser les bras. Par exemple : par l'engagement politique. Notamment aux côtés du Parti communiste.

L'action, la parole

Goethe a écrit : « grise, grise, est toute théorie et vert le grand arbre de la vie ».

Je ne suis pas tout à fait d'accord.

Mais on voit bien le fond de vérité. Au départ des choses est la vie.

Jamais une lutte, une cause juste, une revendication dont les communistes ne doivent être les soutiens ou les initiateurs.

Quand ça barde, ou que ça doit barder, la place naturelle des communistes est là.

Et même quand les ouvriers sacrifiés menacent de faire sauter l'usine, comme on l'a vu dans un film de Marcel Trillat. On leur fait bien sauter la vie.

Il est hyper important qu'on voie les communistes aider les paysans à vendre des légumes en août à la Bastille, la preuve par neuf des super-profits des grandes surfaces. Hyper im-

portant de distribuer des tracts aux clients quand les caissières sont en grève. Hyper important d'être massivement signataires contre le fichage Edvige – ou manifester en tant que Parti communiste pour la hausse des salaires.

On a ri de nous, « avocats du peuple » et de notre fonction tribunicienne. Nous en sommes fiers. Oui avocats du peuple.

Mais le compte n'y serait pas.

Les idées sont des armes. Et la guerre des idées fait rage chaque soir devant les journaux télévisés.

Au passage il faut noter la différence de langage des journaux télévisés et de la presse écrite. Dans la presse, beaucoup d'infos et de réflexions. Dans les journaux télévisés on met les basses.

Et surtout on parle le moins possible des communistes. Ou on les brocarde, mine de rien.

Sans revenir sur les pages consacrées dans ce livre à la guerre des idées, je veux dire que pour un parti comme le Parti communiste ce champ de bataille est central.

Ce qui se dit se discute, les luttes politiques marquent la réalité, sont la réalité.

Et ce n'est pas seulement question de moyens.

La preuve : le référendum européen. C'est question de combat frontal. Car ici le Parti communiste est assez seul.

Dans les combats sociaux et des libertés les fronts sont larges. Tant mieux.

Mais sur les questions idéologiques poin-

tues, pas de Parti socialiste et la LCR n'est occupée qu'à bâtir sa citadelle.

Et rappelons nous que les combats politiques sont comme les graines qu'on plante.

Cela germe toujours.

Ici la place, le rôle de *l'Humanité* et de *l'Humanité Dimanche* sont vitaux. C'est une chance pour tout le mouvement progressiste et pour les communistes qu'un tel journal ait été préservé dans toute la période historique que nous venons de vivre. Le combat pour *l'Humanité* c'est le combat pour la vie politique pluraliste de la France. Son existence est un signe de vitalité, d'intelligence politique. La France sans *l'Huma* c'est inimaginable. Or il vaut mieux le savoir, cette catastrophe peut arriver. Le cours des choses, la concentration capitaliste de la presse et des médias défavorisent gravement l'avenir du journal. Celui-ci est entièrement dans les mains des lecteurs et des diffuseurs, donc des communistes, des progressistes, des gens de gauche, de tous ceux qui tiennent à la pluralité et à la liberté de la presse, et à l'avenir.

Question de confiance

La confiance est devenue l'enjeu d'un débat politique.

Il ne s'agit pas de la béatitude de l'optimisme, mais d'une question politique sérieuse qui mérite réflexion.

Beaucoup de choses tirent vers le bas. S'y ajoute une offensive du désespoir pour laisser de la place à la politique du pouvoir. Les temps sont durs pour la vie de tous les jours. Com-

ment vivre. Comment assurer l'avenir des siens. Les communistes sont comme tout le monde et souvent ils souffrent de leur vie difficile.

La machine idéologique dominante tire vers le catastrophisme. Tous les malheurs du monde sont mis sur la table. Catastrophes pour des peuples, catastrophes pour la planète.

On viole des enfants. Des assassins sont partout. On ne peut s'appuyer sur rien. Alors des gens peuvent se dire « grâce à Dieu, moi je m'en sors ». Et il y a toujours plus malheureux que soi. Tout fout le camp.

Et il y a ce pouvoir de brute. Rien ne l'arrête. Ou il fait comme.

Et puis l'anticommunisme, la réécriture de l'histoire, les silences, les agressions, l'ironie. Tout est bon, c'est une stratégie politique. Mais on cogne aussi sur le Parti socialiste, on le ridiculise, comme pour éloigner tout spectre de reconstruction d'une vaste gauche réellement progressiste et de changement social. Il s'agit bien d'une stratégie du désespoir. Tout va mal. Qu'est-ce qu'on y peut. *No future*. Baissez la tête.

Pour les communistes, les progressistes ou on baisse la tête, ou on fait front. On fait comme eux, on cogne. Et on les bat en détail, je pense au fichier Edvige ou à la privatisation de La Poste. Et en bloc, et on ne mésestime pas ses forces. Le peuple français tôt ou tard règle ses comptes. On l'a vu avec le NON au référendum. On l'a vu avec les jeunes et le CPE. On le verra demain encore.

Après tout, 15 jours avant mai juin 68, un édito fameux du journal *le Monde* était titré :

« la France s'ennuie ». Et puis la France est capable de donner 2 % aux communistes aux présidentielles et 9 % un an après, à des les élections cantonales.

Et la France, c'est aussi 19 millions qui ont voté Sarkozy, dont pas mal sont très mécontents et 17 millions Ségolène Royal, malgré leur doute.

Il y a du monde pour relever la tête.

La clé c'est aussi l'énergie, la rage pour rendre coup par coup. En se souvenant qu'on ne perd à coup sûr que les combats qu'on a déjà perdus dans sa tête.

Les doutes, les craintes s'expliquent et sont légitimes.

Tout est compliqué dans ce monde qui se cherche.

Mais que faire, sinon se battre pour gagner.

Parti militant, parti d'avant-garde

Ce qui suit est l'histoire de quelques mots qui ont joué – et jouent encore – un grand rôle dans l'histoire du Parti communiste : l'avant garde.

Être d'avant-garde dit le Petit Larousse c'est « être en avant sur son temps par son audace ».

Parti d'avant-garde, c'est la définition que pendant longtemps le Parti communiste a donné de son rôle. Et c'est le sens que des générations de communistes ont donné à leur engagement, et parfois à leur sacrifice.

Tournés vers l'avenir, combattants pour l'avenir, c'était un formidable optimisme historique.

Dans cette conception, les raisons qui permettaient au Parti communiste de jouer son rôle, étaient triples :

– Sa composition ouvrière, « les ouvriers n'ont à perdre que leur chaîne et un monde à gagner » ;

– sa culture théorique en rapport avec le marxisme ;

– son organisation et son rapport avec le monde du travail et le peuple.

Ajoutons en France un rapport exceptionnel avec la culture et les intellectuels.

Nombre des plus grands intellectuels du XX^e siècle ont été adhérents au Parti communiste.

Si l'on fait les comptes, sur une longue période, le rôle du Parti communiste est immense et a révélé de lourdes failles.

Immense.

Il est indiscutable que les communistes ont été déterminants dans le combat anti fasciste qui a fait refluer la vague qui montait en France en 1934, dans le Front populaire, la Résistance et la Libération, les combats anticolonialistes, ceux contre la guerre froide et la paix dans le monde et toutes les luttes démocratiques et unitaires.

Si presque un million d'adhérents ont été au Parti communiste et si 4 ou 5 millions d'électeurs ont voté pour lui, ce n'est pas un fait du hasard.

J'ajoute que c'est aussi à tous les moments la capacité à marier le rôle du Parti communiste et une très grande politique unitaire.

Donc la conception d'un Parti communiste cherchant à être à l'avant-garde du combat populaire n'est ni une sottise, ni une aberration.

Mais il faut en venir aux failles et aux erreurs.

Beaucoup relève d'une conception étroite de ce parti, de sa vie et de son rôle.

Le Parti communiste n'a pas vu, ou si partiellement, le terrible délabrement politique en URSS et dans les pays de l'Est. En rapport avec cela, il a maltraité des communistes plus clairvoyants. Pendant longtemps il n'a pas accepté, dans les faits, la pleine liberté des débats en son sein. Il a pris du retard dans la compréhension de certaines évolutions de la société d'aujourd'hui.

Bref, si prendre des coups n'est pas anormal dans des grandes luttes historiques comme en ce moment, le Parti communiste a pris des coups supplémentaires par des conceptions et des choix qu'il aurait pu éviter.

Le pire et le plus mutilant, c'est de s'attribuer trop d'intelligence et de considérer qu'on est les seuls producteurs d'idées et d'actions, ou les meilleurs par définition.

Mais est-ce le défaut qui nous menace actuellement ?

D'où retour à la question du parti d'avant-garde.

Elaborer une appréciation exacte du monde pour le transformer, suppose un va-et-vient entre le capital d'expérience communiste et toutes les pensées d'avant-garde qui s'élaborent dans la société.

Il y a besoin de confronter, dans le Parti communiste, et avec toutes les forces transformatrices, les idées pour comprendre et agir.

On voit ainsi plus vite et plus loin. L'énergie de la pensée et de l'action réclame le doute. Et son dépassement par l'expérience et l'action.

Trop sûr de lui à certains moments avec une pointe d'arrogance, je me demande si ce n'est pas maintenant le contraire.

La violence de l'offensive du capitalisme a provoqué un doute dans tout le mouvement révolutionnaire mondial, sommé de renoncer aux idées du marxisme au nom des échecs des révolutions du XX^e siècle.

Dans cette période de repli il a été, c'est un fait, quasiment impossible de maintenir une autonomie idéologique. Ce qui a entraîné le naufrage de maints partis communistes.

Nous changeons de période. Il faut en revenir aux principes, sans esprit scholastique mais en les faisant vivre dans les conditions d'aujourd'hui.

À noter que Martine Aubry vient de développer la même idée à propos du Parti socialiste.

Elle a raison, parce que comme l'a dit une élue communiste de Paris à une élue socialiste : si les socialistes ne sont plus l'aile gauche de la droite et les communistes l'aile gauche du Parti socialiste, tout le monde pourra beaucoup avancer.

J'en reviens à l'avant-garde.

Qu'on conserve ces mots ou qu'on parle de vision d'avenir ou de capacité d'anticipation, il y a besoin d'un parti politique – en l'occur-

rence le Parti communiste me semble convenir à vue humaine – qui cherche à définir une voie pour changer de société, proposer des chemins, contribuer à un haut niveau politique du mouvement populaire et former des militants intelligents et combatifs.

Ni un parti sans structure idéologique forte, ni un petit parti de gens savants coupés du monde réel.

Et puis pour en finir avec cette idée, on ne se proclame pas d'avant-garde, considérant que tous les autres doivent passer par notre école ou la suivre. Etre d'avant-garde, c'est le peuple, la société, l'histoire qui en décide... Après.

Mais on peut se contenter d'être des combattants authentiques qui ont une vision d'avenir et reconnus comme tels. Le compte y sera.

Démocratie et cohésion

La demande de participation et de démocratie se fraie un chemin irrésistible. C'est vrai dans la société, dans les institutions, c'est vrai dans les syndicats, les associations, les partis politiques.

C'est naturellement très, très vrai dans le Parti communiste. On veut être informés et associés, on veut décider. Dans un parti qui affirme le besoin fondamental de démocratie pour la société, ses propres pratiques font modèle. C'est probablement moins vrai pour les partis de droite et même pour le Parti socialiste à qui il est beaucoup pardonné. Avec nous l'exigence publique et interne est très forte et c'est très bien.

La démocratie dans le Parti communiste est essentielle. Car sans démocratie le Parti communiste se dessèche.

Les raisons d'adhérer à ce parti sont diverses, et les communistes divers.

Adhérer, militer est un choix, un engagement.

Le Parti communiste n'est pas une armée. Il n'y a pas de chef. Les dirigeants sont élus au vote secret, par les militants en leur âme et conscience. Ils sont révocables lors des congrès. Et, théoriquement, même avant. C'est l'autorité et le respect qu'on porte à leur action et à leur comportement qui les fait élire.

Le nombre des personnes à temps plein – permanents – est ridiculement faible. Bien moins que ceux sur lesquels peuvent s'appuyer le Parti socialiste ou les partis de droite. Je ne parle pas du patronat. Il y aurait 6 000 personnes qui dans diverses institutions mettent en œuvre sa politique.

La force du Parti communiste ce sont ses militants, ses adhérents et ce qu'ils apportent. Autant leur connaissance de la vie et leur intelligence que leur courage à militer. La démocratie est la force du Parti communiste pour au moins deux raisons. Elle donne à chacun de ses adhérents la dignité de s'exprimer, de compter, de choisir. Dans ce monde du mépris et des inégalités de classe c'est rare et cela donne envie de s'engager. La démocratie, la libre expression des opinions aident ou doivent aider le Parti communiste à ne pas se tromper, en tout cas pas trop, ou pas trop longtemps.

Si l'on avait davantage tenu compte de l'opinion des membres du Parti communiste on aurait pu s'éviter des retards, des erreurs ou des bévues.

Tout ce qui restreint l'échange, le débat donc l'intelligence collective est catastrophique. Ceux qui ne savent pas écouter les autres s'appauvrissent eux-mêmes. L'arrogance de ceux qui savent, ça existe et ça fait mal au cœur.

Dans un collectif comme le Parti communiste la démocratie n'est pas qu'un acte individuel, elle a à voir avec les autres, elle a à faire avec un collectif humain. Le combat politique est complexe, plein de contradictions, trouver la bonne réponse réclame le débat et implique un choix. Il se peut qu'il se fasse à la majorité.

Respecter cette majorité, c'est respecter la démocratie.

Mais que devient-on quand on ne pense pas comme la majorité ?

À 20 ans, j'aurai répondu comme Chevènement a dit un jour à propos du gouvernement : « quand on est ministre, on ferme sa gueule ou on s'en va ».

Il ne faut surtout pas faire comme cela au Parti communiste.

Je pense aujourd'hui qu'on peut avoir raison tout seul ou à quelques uns, contre tout le monde. C'est arrivé, ça arrive et cela arrivera. Il ne faut donc pas penser que si on a une opinion différente des autres on se trompe. Non seulement, il n'y a aucune raison de se taire mais il est naturel dans ce cas de travailler avec tout le monde. Bien que ce ne soit pas l'obli-

gation. Mais ça aide à y voir clair et c'est une forme de respect pour soi-même et les autres.

C'est mieux que de se paralyser, finir par faire clan et en être tout compte fait malheureux, et en colère contre tout le monde.

La vie finit toujours par donner raison à ceux qui ont raison.

Quant à la majorité d'un moment, ou d'une période, quant aux dirigeants, ils ont obligation d'être cohérents avec les choix majoritaires, et de ne pas s'engluer dans des synthèses qui ne satisfont personne et paralysent tout le monde. Dans les durs combats politiques il faut discuter, choisir et agir. Et avoir les yeux ouverts en gardant en mémoire les objections qu'on a surmontées.

Quand un dirigeant à n'importe quel niveau pose, ou se pose des questions graves, les conserver et en débattre tout en avançant avec tout le monde est certainement la meilleure chose à faire.

La tentation de la tendance est naturelle. On se sent mieux avec ceux qui pensent comme vous. Mais ça appauvrit tout le monde et ça limite l'horizon aux combats internes. Ce n'est pas bon pour la lutte, ce n'est pas bon pour le Parti communiste, ce n'est pas bon pour soi-même.

Quand ça existe, je suis pour vivre avec mais en étant exigeant, surtout avec les dirigeants.

Je suis contre les exclusions de droit ou de fait. Des expériences passées m'en dissuadent. Mais je crois que l'on peut demander énergiquement à tout le monde d'agir pour faire

avancer la politique démocratiquement décidée. Il faut oser le faire. La vie tranche toujours tous les débats.

Un parti militant

Dans le Parti communiste, le cœur de tout est l'activité militante, volontaire, désintéressée. Les femmes et les hommes, les jeunes qui distribuent des tracts, vendent des journaux, organisent des réunions, manifestent, ont des activités syndicales ou d'élus, sont des personnes qui n'en tirent aucun bénéfice personnel. Plutôt des ennuis. Au-delà de tout ce qu'une vie peut apporter de bon ou de triste, militer donne un fort sentiment d'utilité. Et quand on est une bonne équipe, c'est souvent un grand plaisir.

Le bonheur d'agir n'appartient pas qu'aux communistes. Dans un pays comme la France, plusieurs centaines de milliers de personnes ont des activités militantes. Il faut les respecter et leur donner plus de moyens. Et ne jamais oublier que ce n'est pas l'argent qui rétribue leurs efforts.

Mais être communiste représente souvent, à contre-courant de l'air dominant, un effort d'indépendance d'esprit, qui ne va pas de soi dans le tourbillon de l'information formatée.

En France, le Parti communiste c'est une très longue histoire.

Des millions de femmes et d'hommes, français et étrangers, des ouvriers en nombre, des gens du peuple, des intellectuels parmi les plus grands du XX^e siècle, ont été communistes ou

ont suivi le Parti communiste. *Tout le monde n'a pas eu la chance d'avoir des parents communistes*, a été un film qui a beaucoup fait sourire, avec tendresse. Il y a en France 130 000 adhérents au Parti communiste. Il y en a eu beaucoup plus. Et beaucoup, beaucoup plus, d'électeurs.

Mais le Parti communiste reste une vraie force. Beaucoup de gens pensent que s'il ne reprend pas une plus grande place dans la vie de la société, les luttes ne seront pas au niveau nécessaire et le changement politique ne sera pas au rendez-vous.

Et beaucoup de gens, de toutes générations, pensent que le mot militant communiste est un mot porteur de fierté.

Je suis pour garder le rêve et pourquoi pas l'utopie. Rien ne se fait sans grandes idées d'avenir. Il faut garder l'espoir en la liberté, l'égalité. Il faut lutter pour la fraternité entre militants et avec le peuple. Et ne pas céder au découragement que les difficultés de la vie et du combat peuvent engendrer.

Laissons la déprime à la grande bourgeoisie en proie à une crise qu'elle n'avait certainement pas imaginée.

Parti communiste

Le retour

Merci à la lectrice, ou au lecteur qui est allé au bout de ces pages. Il a pu en juger, je suis fier d'être communiste. Non par comparaison avec ceux qui ne le sont pas, ou pas encore, et pas seulement au nom du passé.

Je suis convaincu que le capitalisme n'est pas l'avenir du monde.

Sa crise actuelle et sa structure profonde montrent l'immense besoin d'une autre société.

Mais aller vers une autre société est un combat complexe qui réclame de l'énergie, de l'intelligence et du cœur.

C'est en cela que résident l'utilité et l'avenir du Parti communiste.

Ce qui donne confiance, c'est qu'il est le produit d'une histoire, d'une sensibilité, d'idées qui ont mûri pendant des siècles dans notre pays : l'héritage de la Révolution française, de la Commune, des luttes de classe de deux siècles.

D'ailleurs le mot communiste est apparu en France vers les années 1830.

Le Figaro de l'époque écrit même qu'un « Parti communiste est apparu » à propos d'un meeting républicain dans une salle à Paris, rue de Belleville. C'était en 1832, c'était bien avant la publication du *Manifeste communiste* de Marx.

Le Parti communiste n'est donc pas un objet chu d'une autre planète. Il vient des mouvements profonds qui travaillent la société française. Il est le symptôme de sa fécondité naturelle, un signe de la vitalité de notre pays.

Quant à l'avenir, je crois que ce parti, malgré les limites relatives de son influence électorale – et ça peut changer – est une force dont l'action et l'initiative peuvent contribuer à changer la donne politique.

Il en a été ainsi plusieurs fois dans le passé.

Il y a grand besoin qu'il en soit de même aujourd'hui et pour demain.

Le signal du retour du Parti communiste en grand dans la vie de la société, un parti conquérant et unitaire à la fois, sera l'événement qui pourra transformer le cours des choses.

D'ailleurs même pour ceux qui se veulent communistes, mais qui ne veulent pas venir au Parti communiste, l'existence d'un parti organisé, se réclamant clairement du communisme est un élément de confiance. C'est vrai pour des travailleurs et des personnes qui ne sont pas communistes mais qui voient dans le combat des communistes, une garantie.

Je connais beaucoup de personnes qui pensent ainsi.

Pour conclure vraiment ce livre, ces quelques mots : tant que la société française sera aussi injuste, aussi prédatrice, aussi mutilante, il y aura des communistes. Et c'est vrai dans le monde, quel que soit le nom que porte leur combat.

Juillet-août-septembre 2008.

Table des matières

INTRODUCTION	9
LA CRISE EST LÀ	13
LES CLASSES SOCIALES DANS LA CRISE	53
LA GUERRE DES IDÉES : UNE RÉALITÉ	69
PARLONS HISTOIRE	81
PERSPECTIVE, PROJETS, PROGRAMME	97
L'UNITÉ	121
LE PARTI COMMUNISTE	133
PARTI COMMUNISTE, LE RETOUR	165

